L'unité

N° 257 — 4 F L'hebdomadaire du Parti socialiste 1er au 6 juillet 1977

L'EURO-COMMUNISME EXISTE-T-IL ?





PARTI SOCIALISTE :

- ► Entretien avec Yvette Roudy, secrétaire nationale à l'Action féminine
- ► Cadres : De vrais "sabras"
- ► Tom-Dom : La réunion des sept

Editorial

L'EUROCOMMUNISME EXISTE-T-IL?



Lors de son débat de dimanche soir au Club de la presse d'Europe 1, François Mitterrand faisait remarquer que les grandes orthodoxies préfèrent toujours s'entendre entre elles plutôt que de discuter avec leurs contestataires. Observation souvent vérifiée, mais qui trouve une brûlante actualité au moment où, simultanément, le pape Paul VI menace de ses foudres Mgr Lefebvre et où Leonid Brejnev dirige les siennes contre Santiago Carrillo et les apôtres de l'« eurocommunisme ».

Ne poussons pas la comparaison. Il y a peu de rapports entre l'évêque d'Ecône et le secrétaire général du P.c.e., même s'il y en a plus qu'on ne le croit entre le Kremlin et le Vatican. Laissons d'ailleurs l'Eglise catholique à ses soubresauts. Depuis 2000 ans, elle en a vu d'autres !

La querelle sur l'« eurocommunisme » nous intéresse plus directement, encore qu'il faille, là aussi, se garder d'une certaine confusion trop souvent répandue : le terme « eurocommunisme », dans la mesure où il signifie la volonté d'un certain nombre de Partis communistes de développer une capacité d'action autonome par rapport à l'Union soviétique, demeure ambigu au moins pour deux raisons. D'abord, parce qu'il n'y a pas que des partis communistes européens intéressés par cette évolution ; les P.c. japonais ou vénézuélien, par exemple, sont également « eurocommunistes ». Ensuite, parce qu'en Europe même — et il s'agit bien entendu de l'Europe occidentale, encore qu'il faille sans doute y ajouter la Yougoslavie qui a été un peu un précurseur en la matière — les perspectives des partis « eurocommunistes » varient sensiblement d'un pays à l'autre.

La dernière image concrète de l'« eurocommunisme » remonte à quelques semaines, c'est-à-dire à la rencontre à Madrid d'Enrico Berlinguer, Georges Marchais et Santiago Carrillo. Ce sont, en effet, les partis communistes espagnol, italien et français qui, depuis un certain temps déjà, sont apparus, à des degrés divers, désireux de prendre leurs distances avec l'Union soviétique et de privilégier dans leur action les données de caractère national. Mais ils ne l'ont fait ni dans le même temps ni de la même manière et aujourd'hui encore, en dépit des rapprochements qui se sont opérés entre eux, leur comportement est encore trop différent pour faire l'objet d'une seule et même explication.

Le plus ancien des partis « eurocommunistes » est sans aucun doute l'italien. Le P.c.i., au sortir même de la Résistance, a été et n'a jamais cessé d'être l'un des partis de ce que l'on appelle en Italie « l'arc constitutionnel », c'est-à-dire ceux qui ont approuvé après la guerre la nouvelle Constitution démocratique effaçant plus de 20 années de fascisme et qui ont constamment joué le jeu de cette Constitution. Dès avant la mort de Togliatti, en 1964, alors que le Parti communiste français était encore fortement stalinien, le P.c.i. avait tenté, en s'inspirant de la pensée de Gramsci, de définir une voie nationale. Cela l'a amené, au fil des années, à la fois à développer une attitude critique à l'égard de l'U.r.s.s. et à rechercher les moyens d'un compromis avec les partis bourgeois afin de se rapprocher du pouvoir. Compromis qui va aujourd'hui très loin, puisque Berlinguer est précisément en train de traiter avec la Démocratie chrétienne pour la constitution d'une nouvelle majorité incluant son parti.

Telle n'est évidemment pas la préoccupation du Parti communiste français qui, pourtant, bien qu'ayant pris le départ beaucoup plus tardivement, est allé parfois, dans la critique de l'U.r.s.s. et dans la dénonciation des atteintes aux libertés à Moscou, plus loin que le P.c.i. qui reste généralement prudent à cet égard et s'efforce, en tout cas, d'éviter toute polémique. Il est même significatif qu'une délégation de haut niveau du Parti communiste italien se trouve actuellement en Union soviétique au moment même où celle-ci s'en prend avec violence à Carrillo et au P.c. d'Espagne.

C'est effectivement celui-ci qui s'est le plus éloigné, et depuis fort longtemps, du « centre » soviétique. Il est même le seul des trois contre lequel le Kremlin a essayé de susciter un Parti communiste « orthodoxe » qui n'a d'ailleurs guère eu de succès. Le contentieux est donc déjà ancien et il ne faut pas s'étonner de la violence de ton de la revue « Temps nouveaux » à l'égard de Carrillo. On peut seulement se demander pourquoi cette attaque maintenant et pourquoi c'est à travers le P.c.e. et non le P.c.f. ou le P.c.i. que les Soviétiques lancent leur offensive contre « l'eurocommunisme ». Est-ce parce que, des trois, il est le plus faible ainsi que viennent de le confirmer les élections espagnoles ? Est-ce parce que, du fait des circonstances historiques qui l'ont contraint à une clandestinité de 40 ans, le P.c.e. a été l'un des plus isolés ? Est-ce parce que, constatant que les communistes français et italiens ne sont plus très éloignés du pouvoir dans leurs pays respectifs, Brejnev préfère ne pas s'en prendre à eux de plein fouet ?

Toujours est-il que ni Georges Marchais ni Enrico Berlinguer ne peuvent considérer qu'ils ne sont pas visés par les flèches décochées de Moscou contre Carrillo. Et même si « l'Unita » comme « l'Humanité » évitent de reprendre à leur compte la vive réplique du leader espagnol (« Les dirigeants soviétiques continuent à se prendre pour le Saint-Office », phrase non reproduite dans l'organe du P.c. français), communistes français et espagnols savent que le Kremlin ne verra jamais d'un œil favorable tout ce qui, dans le mouvement communiste, peut mettre en cause le « modèle » soviétique.

Or, c'est précisément contre ce modèle qu'est né l'eurocommunisme et c'est probablement là sa seule vraie signification : en réaction contre le marxisme-léninisme bureaucratique, qui a engendré le stalinisme et le Goulag, il est une tentative de créer un rapport nouveau entre le socialisme et la démocratie.

C'est en ce sens qu'il nous intéresse et que nous ne pouvons être indifférents à la nouvelle polémique engagée par les Soviétiques au moment même où se poursuit à Moscou — c'est, cette semaine, l'inculpation du physicien Youri Orlov — la répression des intellectuels dissidents coupables de prendre à la lettre les résolutions de la Conférence d'Helsinki. Nous n'avons pas à nous substituer à Santiago Carrillo, à Enrico Berlinguer ou à Georges Marchais pour dissiper les ambiguïtés que recouvre aujourd'hui le mot « eurocommunisme ». Mais parce que dans nos trois pays la collaboration des socialistes et des communistes est à l'ordre du jour, parce que pour nous, et depuis toujours, démocratie et socialisme sont des termes synonymes, nous suivons de très près un débat qui ne fait probablement que commencer.

CLAUDE ESTIER

Sommaire

5 PROGRAMME COMMUN : OU VEUT EN VENIR LE P.C. ?

6 DOM-TOM : LA RESPONSABILITE DES SOCIALISTES, PAR VERONIQUE NEIERTZ

7 DIPAPACÉQUOI, PAR PIEM

8 ENTRETIEN AVEC YVETTE ROUDY, NOUVELLE SECRETAIRE NATIONALE A L'ACTION FEMININE

10 AMERIQUE LATINE : LE CONTINENT DES DISPARUS, PAR FRANCIS PISANI

11 ARISTY : UN PECHEUR EN EAU TROUBLE, PAR FRANCIS PISANI

12 POLOGNE : « CEUX D'EN HAUT » ET LES AUTRES, PAR JEAN OFFREDO

15 LIP : LE SABOTAGE EST PROUVE, PAR MICHELE KESPI-BACKMANN

17 CHARTERS : COMME UN VOL DE GERFAUTS, PAR MARIE-JOSE BERNARDOT

20 CINEMA : L'AMERIQUE DES PERDANTS, PAR SERGE RICHARD

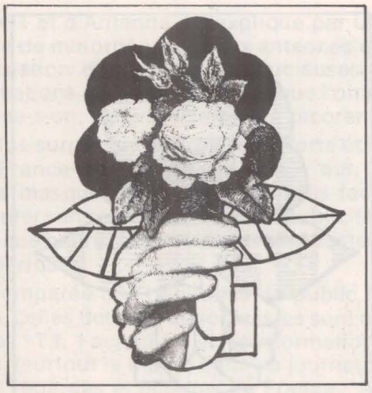
21 TELEVISION : SACREE CÈNE, PAR GABRIELLE ROLIN

24 MA PART DE VERITE, PAR FRANÇOIS MITTERRAND

PHOTOS ET DESSINS

A.f.p. (page 15), Barrigue (pages 1, 15), Buthaud-Rush (pages 6, 9), Coureuil (page 21), Pym (Pages 4, 10), Solo (pages 3, 4, 20), Viva (pages 12, 13).

CADRES : DE VRAIS "SABRAS"



Le congrès de Nantes a offert à l'Ifop l'occasion de réaliser une enquête sociologique sur « l'univers » d'un millier de militants socialistes de 1977, délégués ou auditeurs.

Le dernier numéro du « Point » (lundi 27 juin) a publié quelques-uns (dix) des résultats des 28 questions de cette étude à laquelle ont participé individuellement les congressistes ; il s'agit bien là d'une novation intéressante : lecteurs du « Point » et militants socialistes interviewés ont pu savoir, huit jours après la fin du congrès, qui étaient les cadres du Parti socialiste, qui seront les lieutenants politiques socialistes du « nouveau pouvoir » dans les fédérations et les sections si la gauche l'emporte en mars 1978.

▶ L'enquête de l'Ifop n'est ni un sondage, ni une étude d'opinion. Il ne s'agit pas d'un sondage car la quasi-totalité des délégués mandatés a été interrogée (673 sur 687) et aussi un fort contingent d'auditeurs (462) ; il ne s'agit pas d'une étude d'opinion puisque seules des questions d'ordre factuel (origine sociale, passé d'appartenance politique, date d'adhésion, syndicalisation, « exposition » (diraient les publicitaires) aux différents media écrits ou audio-visuels...) étaient posées aux congressistes.

Pour maintenir l'enquête le plus loin possible de l'actualité du congrès, l'Ifop n'a pas non plus cherché à établir la « géographie » des courants : réponse n'est donc pas donnée à des questions — à vrai dire peut-être aujourd'hui sans objet — comme l'âge, l'origine sociale ou l'itinéraire politique des délégués des deux courants.

▶ Force est d'abord de s'interroger sur la valeur d'une telle enquête : à la différence du Parti communiste (surtout) qui s'applique toujours à « regarder son image », à retrouver dans la composition de ses congrès une photographie de son électorat (nombre de femmes déléguées, pourcentage d'ouvriers...), le Parti socialiste, quant à lui, n'a pas cette volonté affichée d'apparaître publiquement tel ou tel ; si les couleurs de la palette socialiste ne sont pas agencées d'harmonieuse façon, si le Parti socialiste (en raccourci) ne cherche pas à cacher ses instituteurs et ses professeurs, si donc les militants de Nantes ne ressemblent pas sociologiquement à l'électorat socialiste, il reste que seulement 13% des délégués et 39 % des auditeurs du congrès n'avaient pas de titre dans le Parti : l'enquête Ifop « le Point » est bien le meilleur et le plus solide outil de réflexion sur les cadres socialistes.

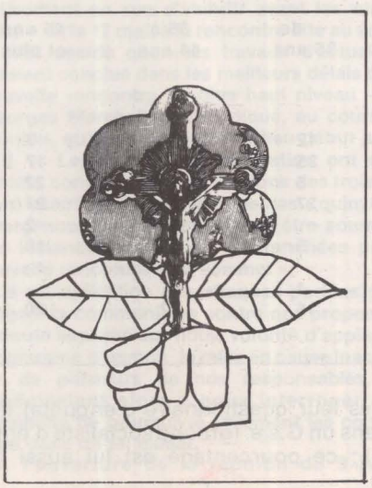
Leur origine sociale

▶ Les cadres socialistes, c'est vrai, sont plus masculins, d'âge plus mûr et d'origine sociale plus aisée que l'électorat de leur parti, ceci n'est pas nouveau : Nantes confirme et accentue des données plus anciennes, celles obtenues notamment lors du congrès de Grenoble en 1973 par le sociologue Roland Cayrol. La représentation de Nantes est surtout dominée par des cadres « intellectuels » : professeurs 24%, ingénieurs et cadres supérieurs 19 %, instituteurs 12 % ; les salariés moyens (employés) sont cinq fois plus nombreux (25%) que les ouvriers (5%). Si donc le Parti socialiste est un « parti de rassemblement, reproduisant fidèlement l'image de la structure sociale française » (Jérôme Jaffré dans « l'Unité » du 17 juin), ses cadres dirigeants constituent un groupe nettement plus intellectuel et plus littéraire (études supérieures de lettres-droit-économie, science politique pour 39% des délégués) que scientifique (études de médecine et de sciences pour 8%).

▶ Ces « littéraires » sont le plus souvent des fils de famille socialiste, nulle rupture de famille de pensée dans l'itinéraire personnel des délégués donc puisque 61% des délégués ont déclaré que leur père était d'opinion politique socialiste ou socialisante. Il importe de souligner ici que cette cohésion idéologique familiale — être socialiste de père en fils — ne varie pas selon l'âge des délégués, et donc les générations.

Pas de rupture idéologique familiale donc, mais assurément un constat de mobilité sociale ascendante : les cadres socialistes de 1977 sont issus de familles souvent modestes et ont un « statut social » supérieur à celui de leur père. C'est même socialement dans la profession des pères des cadres d'aujourd'hui que l'on retrouve le mieux la composition de l'électorat socialiste de 1977.

	Profession des délégués Nantes 1977		Profession des pères des délégués		Electorat socialiste de 1977 (intentions de vote-étude Ifop)
	%		%		%
ACTIVITE PROFESSIONNELLE :					
Professions libérales	4		2		
Cadres supérieurs, ingénieurs,	19	49	10	26	14
Professeurs	24		3		
Commerçants, artisans	2		11		
Instituteurs	12		6		
Cadres moyens	16	37	8	29	24
Employés	9		15		
Ouvriers	5		25		36
Agriculteurs	2		11		8
Divers	7		9		18



Les engagements

L'engagement politique est-il une façon de concrétiser une forme d'ascension sociale, de « mobilité sociale verticale » par rapport au milieu d'origine ? Les cadres socialistes en tout cas réussissent à vivre cet engagement sans heurts idéologiques familiaux et tout en assurant la promotion sociale de leur « lignée ».

Les deux tiers (67%) des délégués de Nantes (et 77% des auditeurs) disent n'avoir adhéré à aucune autre formation politique avant d'adhérer au Parti socialiste ; la rénovation du parti est profonde puisque au dernier congrès, 4% des délégués étaient d'anciens adhérents de la S.f.i.o.... Puisque la souche P.s.u. est plus importante que la souche S.f.i.o. pour toutes les tranches d'âge des participants du congrès. →

→

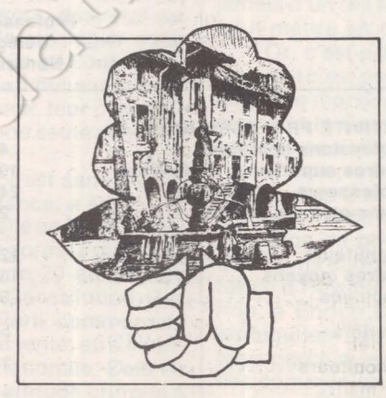
● Avant d'adhérer au Parti socialiste, avez-vous adhéré à une autre formation et, si oui, laquelle ?	Ensemble	– de 35 ans	35 à 44 ans	45 ans et plus
DELEGUES	%	%	%	%
Au Parti communiste	4	4	3	6
Au P.s.u.	14	11	16	12
A la Convention (C.i.r.)	11	7	17	11
A la S.f.i.o.	4	2	3	6
Dans une organisation d'extrême gauche	1	2	1	1
Autre	4	3	4	5
Aucune	67	72	62	67
	(1)	(1)	(1)	(1)
AUDITEURS				
Au Parti communiste	3	2	2	5
Au PSU	11	8	15	15
A la Convention (CIR)	6	4	7	13
A la S.f.i.o.	2	1	1	7
Dans une organisation d'extrême gauche	1	1	2	—
Autre	3	1	4	2
Aucune	77	84	69	67
	(1)	(1)	(1)	(1)

(1) Total supérieur à 100 en raison des réponses multiples.

La syndicalisation

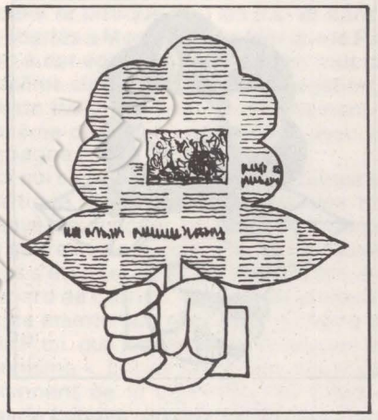
L'engagement syndical des cadres socialistes est en forte augmentation. Lors du congrès de Grenoble le tiers des délégués n'avaient pas d'adhésion syndicale : le chiffre est tombé de moitié à Nantes.

Cette syndicalisation est fortement diversifiée selon les tranches d'âge et laisse prévoir, pour les dirigeants de demain, un poids accru de la C.f.d.t.



	Ensemble	– de 35 ans	35 à 44 ans	45 ans et plus
DELEGUES				
C.g.t.	10	12	10	7
C.f.d.t.	27	35	27	17
F.o.	11	5	8	22
F.e.n.	28	27	37	21
C.g.c.	1	—	1	2
Syndicats divers et autonomes	6	5	4	10
Organisations agricoles	1	—	1	—
Organisations étudiantes	—	1	—	—
N'est pas syndiqué	16	15	12	20

Cette part plus grande de l'engagement syndical dans les centrales ouvrières explique peut-être pourquoi 19 % des délégués de Nantes ont déclaré (remplissant eux-mêmes leur questionnaire d'enquête) militer dans un G.s.e. (groupe socialiste d'entreprise) ; ce pourcentage est lui aussi très élevé.



« L'univers » d'information

Connaître ce que lisent, ce qu'écoutent et ce que regardent les cadres socialistes est doublement important : on sait ainsi comment les mieux toucher et, informé de ce qui les informe, on peut réfléchir sur leur façon d'informer leur entourage.

Les cadres socialistes de 1977 sont plus attirés par la presse parisienne que par la presse régionale (36 % lisent un quotidien régional... 93 % des délégués de Nantes vivent en province) ; ils sacrifient d'autre part à quelques titres : « le Monde » ou « le Matin » (et c'est un succès ici pour ce journal de trois mois d'âge) pour les quotidiens; « l'Unité » et « le Nouvel Observateur » pour les hebdomadaires.

Nulle dispersion donc dans les sources pour l'information écrite.

Pour l'information audio-visuelle, les cadres du Parti socialiste sacrifient dans deux cas à l'image publique des chaînes de radio et de télévision : la prédominance d'Eu-

▶ **LES HEBDOMADAIRES LUS**

	DELEGUES
« l'Unité »	
« le Nouvel Observateur »	
« le Point »	
« l'Express »	
« l'Humanité Dimanche »	
« le Canard enchaîné »	
« Charlie Hebdo »	
« Politique-Hebdo »	
Un autre journal de gauche ou syndical	
Autre (presse féminine)	
Aucun	

(1) Total supérieur à 100 en raison des réponses multiples

Fondation Jean-Jaurès

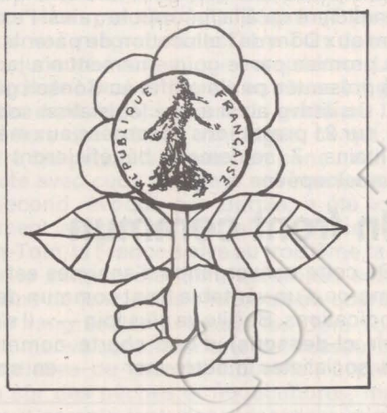
rope 1 et d'Antenne 2 s'explique par un réflexe de minorité : ces deux antennes ont la réputation d'être les plus soucieuses d'informations politiques, c'est là que l'on peut, pense-t-on, trouver « le plus à picorer ».

Plus surprenante alors est la forte écoute de France-Inter, « radio d'Etat ». oui, mais sans masque, radio peut-être plus facile à écouter sans son quart d'heure publicitaire à chaque heure, à la différence des postes périphériques.

Comparée aux habitudes du public français, celles des cadres socialistes sont originales : T.f. 1 actualités et les informations de R.t.l. (surtout le matin) sont les journaux les plus regardés et écoutés de France... et les plus délaissés par les cadres du Parti.

Avant-garde intellectuelle ? Nouvelle bourgeoisie moyenne ? La photo de famille du Parti socialiste est plus sereine que ces clichés : les cadres politiques du Parti sont neufs, issus de couches à dominante populaire, ils ne se satisfont pas de leur promotion sociale pour se reposer dans la société de consommation. C'est là une relève d'importance pour ceux qui ont travaillé depuis Epinay à une nouvelle pratique politique dans le Parti.

JEAN-MARC LECH
directeur général de l'Ifop



Ensemble	— de 35 ans	35 à 44 ans	45 ans et plus
%	%	%	%
57	49	64	59
59	59	62	54
11	11	9	14
9	7	5	14
2	3	1	2
11	9	12	14
8	14	8	3
8	8	7	8
14	16	12	15
12	14	10	12
(1)	(1)	(1)	(1)

Programme commun

OU VEUT EN VENIR LE P.C. ?

Les 15 négociateurs chargés de l'actualisation du programme commun se sont réunis mardi matin et devaient se rencontrer à nouveau jeudi. La première de ces réunions a encore été consacrée à certains passages de la première partie du programme. La seconde devait aborder la deuxième partie, celle consacrée à la démocratisation de l'économie et au développement du secteur public dans laquelle figurent notamment les problèmes du contrôle des travailleurs, de l'étendue des nationalisations, de la planification démocratique, etc. Ces travaux se déroulent dans une atmosphère alourdie par la nouvelle polémique déclenchée par le Parti communiste contre le Parti socialiste et à laquelle François Mitterrand a répondu dimanche soir devant le Club de la Presse d'Europe 1 après l'avoir fait dans les colonnes de « l'Unité ». Trois jours plus tôt, le secrétariat national du Parti socialiste, mandaté par le Bureau exécutif, avait adressé au Parti communiste la déclaration suivante :

I — L'actualisation consiste à mettre à jour le programme commun de gouvernement de la gauche, afin de tenir compte des événements survenus depuis 1972 et à en préciser les délais et modalités d'application. Elle ne peut être le prétexte d'une nouvelle négociation sur un deuxième programme commun, ce qui serait le cas si l'on devait modifier les équilibres de notre accord de 1972.

Pour ce qui le concerne, le Parti socialiste réaffirme la valeur du programme commun et n'accepte pas qu'il soit jeté aux oubliettes. Il ne saurait donc souscrire aux propos de Georges Marchais jugeant le « programme commun trop imprécis ou insuffisant dans des domaines essentiels », déclaration qui risque d'alimenter indûment les campagnes de nos adversaires. La portée transformatrice du programme commun, reconnue en 1972, reste entière. Rien ne doit être fait qui pourrait l'affaiblir.

II — Dès le début des conversations, Pierre Bérégovoy, responsable du P.s. au Comité de liaison de la gauche, faisait remarquer que la gravité des problèmes posés au pays et la proximité des élections sénatoriales et législatives justifiaient que les discussions aboutissent dans un délai raisonnable. Le 19 avril, le Comité de liaison de la gauche publiait un communiqué affirmant qu'entre les trois partis, s'était « dégagée une volonté commune d'effectuer un travail de mise à jour sérieux et solide et de le conduire activement en vue d'aboutir avant les vacances d'été ». Et le 17 mai, à la rencontre dite au sommet, il était décidé que « les travaux d'actualisation seraient conclus dans les meilleurs délais par une nouvelle rencontre au plus haut niveau — dont Georges Marchais avait indiqué, au cours de la réunion, qu'elle pourrait avoir lieu début juillet.

III — Les travaux d'actualisation ont débuté comme convenu, les propositions des trois partis étant examinées par le groupe des « quinze », les divergences éventuelles devant être soumises à nos instances respectives et tranchées par une nouvelle rencontre « au sommet ».

La multiplication des attaques portées par les dirigeants communistes contre nos propositions, le doute exprimé sur notre volonté d'appliquer le programme commun, la mise en cause inacceptable de plusieurs de nos responsables, nous conduisaient alors à nous interroger sur la possibilité de poursuivre utilement les conversations dans un tel climat.

A l'ouverture de la réunion du 9 juin, la délégation socialiste informait le groupe des « quinze » qu'il lui paraissait préférable de suspendre les discussion si celles-ci devaient continuer à se dérouler dans les mêmes conditions.

La délégation du Parti communiste nous en a donné acte et il a été décidé d'accélérer le rythme de nos réunions, témoignage de notre souci commun d'en terminer, comme il a été dit plus haut, « dans les meilleurs délais ».

En conclusion, sur ces trois points, le Parti socialiste observe que les motifs invoqués par le P.c.f. pour justifier le report de la réunion du mardi 21 juin ne sont nullement fondés. Cela oblige à poser la question de la volonté du Parti communiste d'aboutir à une actualisation du programme commun conforme aux décisions prises en commun le 17 mai.

Notre interrogation se justifie d'autant plus que, sur deux autres points, de nouvelles critiques sont faites au Parti socialiste :

a) — Le Parti socialiste, lorsqu'il entend préciser sa position notamment sur la force de frappe ou l'utilisation de l'énergie nucléaire, ne porte nulle atteinte au contrat conclu entre les trois partis de gauche. Il est en effet de pratique constante que chacun de nos partis approfondisse sa réflexion dans le cadre des engagements qui les lient. Le Parti communiste ne s'en est pas privé au point même de contredire le programme commun sur une question essentielle, celle de la politique de la défense, et ce, de son propre chef.

b) — A propos des élections de Châtellerault et de Noisy-le-Grand, le P.c.f. incrimine le comportement de l'électorat socialiste. Il ne peut pourtant pas ignorer qu'il s'agit là de situations litigieuses.

A Châtellerault précisément, des voix communistes ont manqué à notre candidate lors de l'élection législative partielle d'octobre 1975. Georges Marchais l'a reconnu (Europe 1 — 25.10.1975) ajoutant qu'il y voyait un « avertissement » aux socialistes. De tels propos, qui n'ont sans doute pas été oubliés, ont peut-être laissé des traces dans l'électorat de gauche.

De même, à Noisy-le-Grand, les difficultés rencontrées lors de la préparation des élections municipales peuvent expliquer certaines défections. On sait en revanche que les suffrages socialistes se sont massivement reportés sur les candidats communistes lors des élections cantonales de 1976 et municipales de 1977, démontrant ainsi que le rassemblement des électeurs de gauche se fait d'autant mieux qu'aucune polémique ne l'entrave. Et nous sommes prêts à publier une déclaration commune chaque fois que cela sera nécessaire pour appeler les électeurs à se regrouper sur le nom du candidat le mieux placé au 1er tour.

Le Bureau exécutif enfin a jugé sévèrement le procès d'intention fait au Parti socialiste et à son Premier secrétaire qui s'exprime en son nom.

Le Parti communiste doit mesurer ses responsabilités devant les travailleurs et devant le pays. Le Parti socialiste refuse, pour sa part, de se laisser entraîner davantage dans une polémique qui ferait le jeu de la droite et mandat est donné, dans ce sens, à ses représentants à la commission des « quinze » afin de mener à leur terme les discussions en cours. L'intérêt du pays et de l'union de la gauche le commande. L'état de la négociation montre qu'il est possible de conclure avant le 14 juillet, et le P.s. souhaite que les délégations des trois partis se fixent à nouveau cet objectif commun.

LA RESPONSABILITE DES SOCIALISTES

Pour certains socialistes présents à Nantes, l'enjeu du congrès n'a pas tourné autour de la synthèse entre la motion 1 et la motion 2. Venus de tous les continents, ils étaient là pour faire entendre la voix de deux millions de Français plus exploités, plus méprisés que les autres : ceux d'outre-mer. Alors Maurice Egalgi (Guyane), Simon Salpétrier (Martinique), Frédéric Jalton et Henri Calpas (Guadeloupe), Wilfrid Bertile (La Réunion), Marc Plantegenest et Albert Pen (Saint-Pierre-et-Miquelon), Leslie Cugola (Nouvelle-Calédonie) et Jean-Paul Barral (Polynésie), représentant les fédérations ou les partis frères de tous les départements et territoires d'outre-mer et réunis autour d'Alain Vivien, délégué national du Parti socialiste, se sont mis au travail. Forts de la lettre de François Mitterrand à Georges Marchais du 7 avril demandant que les Dom-Tom fassent l'objet « d'un chapitre spécial qui leur soit propre dans la partie consacrée aux institutions », ils se sont montrés soucieux de faire aux formations signataires du programme commun des propositions de rédaction nouvelle qui lèvent toute ambiguïté sur l'interprétation à donner au droit à l'autodétermination. Les socialistes d'outre-mer poursuivaient, en fait, deux objectifs : 1) élaborer eux-mêmes ces propositions, « afin d'échapper à tout risque d'emprise centraliste et facilement globalisante par une technocratie parisienne » ; 2) définir des propositions qui soient acceptables par chaque département ou territoire.

L'analyse des conditions de leur exploitation leur fournit très vite un premier terrain d'entente : « Les collectivités d'outre-mer, en dépit de la masse de capitaux publics qui y sont dépensés chaque année, voient leur économie dépérir. L'agriculture régresse, l'industrialisation est inexistante, le chômage est au minimum dix fois plus important qu'en métropole », constate Bertile. « Nous mourons d'asphyxie à côté d'un énorme bal-



lon d'oxygène, le nickel, dont l'exploitation est monopolisée par le groupe Rothschild. Le haut négoce bloque le développement de notre industrie locale en important la totalité des biens de consommation. Le problème de la répartition des terres n'a jamais été résolu », ajoute Leslie Cugola. Et Rudolf Désiré, du Parti progressiste martiniquais (P.p.m.), d'aligner les chiffres : « La part du secteur tertiaire dans le produit intérieur brut de l'île est passé en quinze ans de 40 % à 77 %. Celle du secteur primaire de 30 à 7 %, celle du secteur secondaire de 30 à 13 %. En 1962, nous produisions 90 000 tonnes de sucre : aujourd'hui, nous en faisons 14 000. Le gouvernement n'évite l'explosion que grâce aux subventions et à l'émigration massive des Martiniquais vers la métropole ».

Cet étranglement économique, les socialistes d'outre-mer son unanimes à le reconnaître, est étroitement lié au statut de dépendance totale dans lequel ils sont maintenus vis-à-vis de la métropole par une administration étouffante, irresponsable et parfaitement hermétique aux problèmes locaux. « Il est malhonnête de diriger un pays à 9 000 km de distance, sans même le connaître », remarque, indigné, Maurice Egalgi. « Avoir le statut de département est totalement inadapté pour un territoire qui se trouve à 5 000 km de Paris : il nous a été imposé contre notre volonté, ajoute le sénateur-maire de Saint-Pierre, Albert Pen, pour diminuer les pouvoirs des élus locaux ». Frédéric Jalton, député-maire de la Guadeloupe, précise : « Les élus guadeloupéens élaborent et votent des lois qui ne bénéficient qu'à la métropole ; ainsi l'extension aux Dom de l'allocation de parents isolés promise par le gouvernement n'a jamais été présentée par le préfet au Conseil général. On arrive ainsi à une législation sociale où, sur 21 prestations accordées aux métropolitains, 7 seulement bénéficieront aux Guadeloupéens ».

Un front commun

De cette convergence d'analyses est née l'amorce d'un véritable front commun de revendications. Bertile va plus loin — « Il s'agit **(voir ci-dessous)** d'une charte commune des socialistes d'outre-mer » — en souli-

UNE CHARTE POUR LES SOCIALISTES D'OUTRE-MER

La charte s'est construite autour de cinq propositions que les fédérations socialistes et les partis frères d'outre-mer « souhaitent instamment voir retenues pour l'application du programme commun » :

▶ Le gouvernement de la gauche devra marquer sa volonté de mettre fin aux séquelles coloniales qui obèrent l'épanouissement des Dom et des Tom, d'harmoniser la législation sociale et de promouvoir leur développement à partir de leurs besoins réels et dans l'intérêt des classes défavorisées. L'élaboration des plans de développement sera de la responsabilité des Assemblées locales.

▶ Il rétablira pleinement, là où le besoin s'en fait sentir, les libertés démocratiques fondamentales (information objective, élections non frauduleuses, respect des droits des minorités ethniques).

▶ Ces points acquis, le droit à l'autodétermination sera exercé quand une majorité locale, démocratiquement exprimée, le demandera. Il sera alors procédé à l'élection au suffrage universel direct et au scrutin proportionnel de liste d'une Assemblée destinée à mettre au point un nouveau statut, lequel sera discuté avec le gouvernement et soumis à l'approbation des populations locales.

▶ Tant que le statut choisi maintiendra des liens organiques avec la France, l'aide accordée au titre de la solidarité nationale sera maintenue au moins à sa valeur relative actuelle, et mise à la disposition des instances locales, afin qu'elle soit affectée aux secteurs les plus à même de promouvoir un véritable développement économique, social et culturel.

▶ Les formations socialistes signataires, conscientes des liens multiséculaires tissés entre la France continentale et les départements et territoires d'outre-mer, souhaitent le maintien de cette communauté historique et humaine. S'ils n'expriment pas d'autres vœux institutionnels, les Dom et les Tom conserveront leur place entière et spécifique parmi les collectivités de la République. En tout état de cause, et là où l'autodétermination n'aurait pu encore être exercée, les réformes institutionnelles prévues pour les collectivités locales françaises par le programme commun et qui vont dans le sens d'une authentique décentralisation seront appliquées. Dans le cas où des collectivités d'outre-mer choisiraient de sortir de cette nouvelle communauté, il appartiendra aux représentants des Etats en présence de définir les modalités de leur coopération.

gnant la nécessité d'inventer une solution spécifique à une situation qui ne peut être comparée ni à celle d'une région en retard de l'hexagone ni à celle d'un pays sous-développé. Apparaît alors le problème de l'autodétermination. Pour Jalton, « l'autodétermination ne doit pas être automatiquement imposée. Il faut qu'une majorité le demande expressément. Nous avons des droits et nous faisons confiance au P.s. pour assurer un avenir meilleur à nos populations, sans qu'il soit nécessaire de rompre les liens avec la métropole ».

Pour Albert Pen, ces propositions permettraient de revenir à un statut de territoire assez semblable à celui que le P.s. propose à la Corse et qui leur garantirait l'autonomie de gestion. Bertile ajoute : « Que surtout un gouvernement de gauche ne décolonise pas les gens malgré eux. L'autodétermination est un droit qui ne peut procéder que d'une demande explicite de la majorité de la population, sans qu'on puisse préjuger la volonté de cette population ».

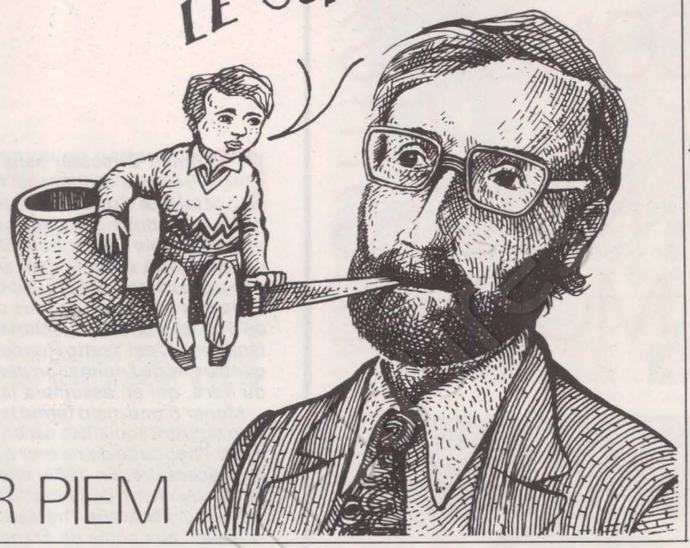
Les socialistes d'outre-mer sont unanimes à souhaiter que s'établisse un dialogue avec les autres mouvements de libération, afin d'élargir la discussion au niveau de l'ensemble des forces de gauche. D'autant que deux problèmes nouveaux apparaissent aujourd'hui qui les touchent tout particulièrement. « Le premier, dit Désiré (P.p.m.), concerne l'intégration des Dom-Tom dans la Communauté économique européenne. Les accords de Lomé ont remis en cause les garanties dont ils jouissaient en gratifiant les pays tiers des mêmes avantages, ce qui va mettre les produits locaux en concurrence directe avec ceux des pays environnants ». Le second, évoqué par Bertile, a été longuement exposé par Barral : « Grâce aux Dom-Tom, la France arrive au troisième rang pour la surface maritime contrôlée, soit 8 millions de km2, mais elle serait au quarantième rang seulement sans les Dom-Tom. Or, la mer va constituer une des ressources essentielles du monde industriel, à partir bien sûr des pêches et aquacultures, mais surtout compte tenu des ressources minières que représentent les nodules polymétalliques. Il s'agit d'éviter que cette richesse ne tombe sous le coup d'une exploitation de type capitaliste aboutissant à une situation de monopole ». Et Barral envisage la réunion d'une convention entre la Polynésie et la Nouvelle-Calédonie qui aurait pour objet de structurer le groupe français du Pacifique face au monde anglo-saxon.

De cette rencontre des socialistes d'outre-mer à Nantes, il ressort qu'en dépit de leur éloignement et de la spécificité de leurs situations il y a identité d'analyse, communauté de revendication. Et surtout le même espoir d'apprendre à vivre ensemble, de devenir des Français à part entière, espoir dont seul le socialisme leur semble porteur. La gauche française n'a pas le droit de les décevoir.

VERONIQUE NEIERTZ

DIPAPACĒQUOI

LE SCHISME



PAR PIEM

« AAAT...SCHISME, fit l'enfant.

— A tes souhaits », dit le père.

Le petit garçon s'était enrhumé. Il est vrai que le temps pourri favorisait la chose.

De plus les portes des institutions étaient grandes ouvertes. Laissant tourbillonner des courants d'idées et des courants de pensée qui s'y précipitèrent avec violence.

L'enfant était dans le vent, c'est normal à son âge ; il éternuait au souffle des passions.

Les portes grinçaient, les battants claquaient. Les poignées n'étaient pas toujours chaleureuses.

Le vent d'Ecône se précipitait avec fracas contre le souffle de l'Esprit Saint.

« AAAT... SCHISME ! » éternua l'enfant.

La porte à tambour de la « majorité présidentielle » tournait dans le vide entraînant avec elle des Soisson et des Schreiber.

La porte de la gauche grinçait sur ses gonds.

Epuisées par les dissensions , quelques portes de négociation s'entrebâillaient avant de s'entrechoquer.

Sous les portes fermées sifflaient parfois de longues plinthes. On pouvait voir quelques naïfs, bousculés par la tourmente, tomber dans les panneaux.

De tout cela l'enfant ne comprenait goutte, aussi l'avait-il au nez.

Le grand portail de l'amour de Dieu s'était refermé. Lefebvre au judas souriait. C'était un pratiquant convaincu de la désactualisation du programme divin.

A gauche des morceaux de cheveux coupés en quatre virevoltaient par la porte étroite, une mouche affolée s'enfuyait. Les aiguilles de la pendule tournaient ; la pendule faisait tactique, tactique, tactique.

A droite, Lecanuet a son sourire pincé, Chirac lui a claqué la porte au menton.

« AAAT...SCHISME ! » fait l'enfant.

Tous ces gens faisaient beaucoup de foin et l'enfant en avait attrapé le rhume. Il pousse un long soupir.

C'est triste un soupir d'enfant, c'est puissant aussi. La tourmente bruyante s'apaise devant ce souffle fragile.

Il se fit un grand silence d'où perçait, régulier et lancinant, le tactique de la pendule du programme commun.

YVETTE ROUDY : "LE CONGRES DE NANTES A MONTRE LA VOLONTE DU P.S. DE S'OUVRIR ENFIN AUX FEMMES"

Comité Directeur sans surprise le 22 juin : François Mitterrand réélu Premier secrétaire à l'unanimité, les secrétaires nationaux reconduits dans leurs fonctions, le Bureau exécutif fidèle à lui-même. Et pourtant pour beaucoup d'entre nous il s'est passé quelque chose d'important ce jour-là : répondant au vœu unanime des militantes de tous courants, la direction du P.S. a créé un secrétariat national à l'Action féminine. C'est Yvette Roudy, responsable depuis quatre ans de l'animation des stages de formation du Parti, qui en assumera la responsabilité.

Mener d'une main ferme le combat féministe au sein du front socialiste est un défi qu'Yvette Roudy a pris l'habitude de relever à chaque fois que cela est nécessaire. En 1964, elle militait déjà au sein du Mouvement démocratique féminin, avec Colette Audry et Marie-Thérèse Eyquem. En 1965, on la trouve aux côtés de François Mitterrand ; candidate de la F.g.d.s., en 1967 à Meaux et en 1968 dans le 20ème arrondissement à Paris, candidate de la Convention dans le 14ème en 1971, elle se bat pour le socialisme sans se poser trop de questions et sera une participante enthousiaste du nouveau Parti né d'Epinay. Bien sûr en 1971 elle avait signé, avec Colette Audry, le Manifeste des 343 (ce qui leur avait valu d'être traitées de « culs sanglants »). Mais Yvette Roudy ne renoue vraiment avec le combat féministe au sein du Parti que lorsqu'elle s'aperçoit à l'issue des législatives de mars 73 que le groupe socialiste à l'Assemblée nationale ne compte aucune femme dans ses rangs.

De ce constat naîtra en 1975 un livre : « La femme en marge » (Flammarion. Collection « La rose au poing »). « J'avais besoin de faire le point » dit-elle, « sur la nécessité de mener de front deux combats — le féminisme et le socialisme — qui devraient être complémentaires et qu'il est si difficile d'harmoniser ». Paroles courageuses mais « paroles de femme ». Combien de socialistes ont-ils compris à ce moment-là que derrière cette voix qui sait s'exprimer, des milliers d'autres attendaient de pouvoir le faire ? Aujourd'hui, il semble qu'elles en aient enfin le moyen...

« L'UNITE » : La création de ce secrétariat national veut-elle dire que le féminisme a désormais droit de cité au sein du Parti socialiste ?

YVETTE ROUDY : Le problème que pose la condition de la femme dans la société n'est pas un problème de société mais un problème politique. Or un problème politique se résout avec des moyens politiques sérieux : c'est ce qu'a compris le Premier secrétaire en créant un secrétariat national à l'Action féminine. Il ne s'agit pas de concevoir cette création comme une institution à vie dans laquelle on doit s'installer, mais bien comme un outil indispensable pour appliquer les décisions du Congrès et décider des actions à mener en fonction de l'actualité.

— L'impact de ce secrétariat sera-t-il très différent de celui qu'avait jusqu'à présent la délégation nationale ?

— Denise Cacheux a déjà déblayé le terrain. Je prends donc le relais avec des moyens nouveaux qui sont à la fois politiques et matériels. Un important travail de réflexion a déjà été accompli, nous partirons de là. Je pense qu'il y aura des équipes dans les fédérations en liaison étroite avec le secrétariat national. D'ores et déjà il y a à préparer la Convention prévue au Congrès que nous aurons à tenir avant la fin de l'année. Disons que je vois trois priorités à l'action de ce secrétariat :

1. faire prendre en charge par tous les socialistes, dans des Assises nationales, les problèmes posés par le statut de la femme.
2. fournir aux femmes les moyens de formation nécessaires à la réduction de leurs handicaps, de façon à ce qu'elles assument la vie du Parti à tous les niveaux et dans tous les secteurs.
3. veiller à l'application de l'article 6 des statuts (1).

Mais pour réussir dans cette tâche, il nous faut éviter deux écueils : le ghetto et la dilution. Le ghetto, parce que beaucoup de femmes ne sont pas à l'aise dans le Parti, alors elles se retrouvent entre elles, travaillent entre elles, et finissent par se couper de la vie du P.S. et des problèmes politiques. C'est très dommageable à leur combat et au Parti. La dilution, tentation de celles qui ont peur du mot féminisme et qui pensent que tous ces problèmes se résoudront dans la dynamique de la mise en place du socialisme. Certaines réussissent à les surmonter et s'insèrent facilement dans le Parti. Elles sont des exceptions qui deviennent des symboles, mais leur itinéraire individuel ne change guère le sort de la masse des femmes. Je suis moi-même tombée dans ce piège : entre 1971 et 1973, j'ai sûrement délaissé mon combat féministe.

— Pourquoi le P.s. a-t-il eu besoin d'imposer dans ses statuts un pourcentage minimum de femmes à tous les niveaux de son organisation ?

— Le quota est un moyen désespéré de faire sauter les verrous qui bloquent les minorités. Il est utilisé aux Etats-Unis pour lutter contre la ségrégation. Toutefois, contrairement au numérus clausus, il constitue un plancher et non un plafond. C'est un moyen technique et provisoire — tout comme le secrétariat qui vient d'être créé — pour faire évoluer une situation. De telles mesures sont souvent mal comprises, même par les intéressées, mais elles révèlent la lucidité et le courage des hommes et des femmes politiques qui les prennent.

C'est au Congrès de Grenoble en 1973 que furent votés les premiers 10 %. Nous en sommes à 15 %. J'espère que dans deux ans nos mentalités auront suffisamment évolué pour que nous n'ayons plus besoin de parler ni de quota ni de mesures spécifiques.

— Les militantes que tu vois arriver aujourd'hui au P.s. ressemblent-elles à la militante que tu étais en 1964 ?

— La résurgence du mouvement féministe en France après 68, le combat autour de l'avortement ont formé une génération de militantes d'un type nouveau dont beaucoup se retrouvent au P.s. En 1964, le combat fé-

ministe que nous menions était un combat pacifique, si je puis dire. Nous étions pleines d'élan et de confiance, mais dépourvues d'agressivité. La deuxième génération de féministes, issue de 68 et de l'influence du Women's Lib, a établi sa stratégie sur la scission complète d'avec la société masculine, soumettant cette dernière à un véritable tir de barrage. Il semble que nous assistions à la naissance — en tout cas au sein du Parti — de la troisième génération, celle qui, grâce au préalable des deux autres, peut associer son espoir d'un monde meilleur à son expérience de la misogynie d'aujourd'hui, celle qui sait que le socialisme ne se fera pas sans que les femmes y aient trouvé leur place.

—Ces nouvelles militantes se sentent-elles à l'aise dans le « milieu » que constitue le Parti ?

—Jusqu'à présent non. Les décisions prises au Congrès de Nantes devraient permettre aux fédérations et aux sections d'associer étroitement les femmes à la vie du Parti. Il faut qu'une dialectique s'établisse entre les militantes et le Parti, car le socialisme ne peut se priver de ces forces nouvelles. Mais les militantes doivent aussi comprendre que leur combat s'inscrit dans la logique du socialisme et qu'elles n'ont pas le droit de se marginaliser.

—Qu'est-ce qui te rend si sûre que le combat féministe s'inscrit dans la logique du socialisme ?

—Je répète que le problème que pose la condition de la femme dans la société n'est pas un problème de société mais un problème politique. Pour survivre, il faut travailler, donc entrer dans le processus de production : c'est ce processus qui détermine le rôle social de chacun. Dans cette affaire, la femme a depuis toujours un rôle d'appoint, un rôle secondaire dont le pouvoir en place tire de substantiels bénéfices. C'est sur ce principe inégalitaire que repose le système capitaliste. Nous, socialistes, combattons ce système qui repose sur des inégalités, et nous combattons toutes les inégalités, notamment celle des femmes. Donc le combat que l'on dit spécifique contre les inégalités qui frappent les femmes s'inscrit totalement dans le combat socialiste.

Les mentalités sont issues des structures et la philosophie patriarcale, qui repose sur un type de hiérarchie discriminatoire pour la femme, est d'une certaine façon un des piliers du capitalisme, un des piliers de l'ordre établi par la droite, et est profondément contraire à l'esprit du socialisme.

—Les mentalités de gauche sont également issues des structures capitalistes...

—Oui, et on oublie peut-être trop souvent dans les milieux socialistes qu'il ne suffit pas de changer les structures pour changer les mentalités. Les deux sont liées, et il faut être attentif à ce que les deux combats aillent de pair. La droite pense qu'en parlant de modifications de mentalité, elle peut faire croire que des changements vont suivre. C'est une des choses qui nous séparent.

—Le Congrès de Nantes te paraît-il avoir une signification particulière pour les militantes ?

—Le Congrès de Nantes restera dans l'histoire du féminisme socialiste. Après beaucoup de rendez-vous manqués et d'occasions perdues entre le féminisme et le socialisme, je crois que le Congrès de Nantes a montré la volonté qu'a le Parti de s'ouvrir aux femmes. Mais n'oublions pas que les décisions du Congrès résultent du combat mené par les femmes pendant ces derniers mois, ce qui nous laisse bien augurer de l'avenir — celui des femmes et celui du Parti.

Propos recueillis par
VERONIQUE NEIERTZ

(1) Article 6 des statuts : « Les élus de toutes les listes doivent obligatoirement comprendre un pourcentage minimum de 15 % de femmes à tous les degrés de l'organisation : Comité directeur, Bureau exécutif, Fédération, Section. Le pourcentage minimum sera révisé lors de chaque Congrès national pour tenir compte de la proportion réelle des femmes au sein du Parti. Chaque organisme de direction et d'exécution, de la section au secrétariat national, comprend une — ou un — secrétaire responsable, chargée des problèmes posés par la condition féminine dans la société et dans le Parti socialiste, et s'entourant de tous les concours nécessaires ».







Pierre Mauroy, Yvette Roudy et des militantes, à Nantes.

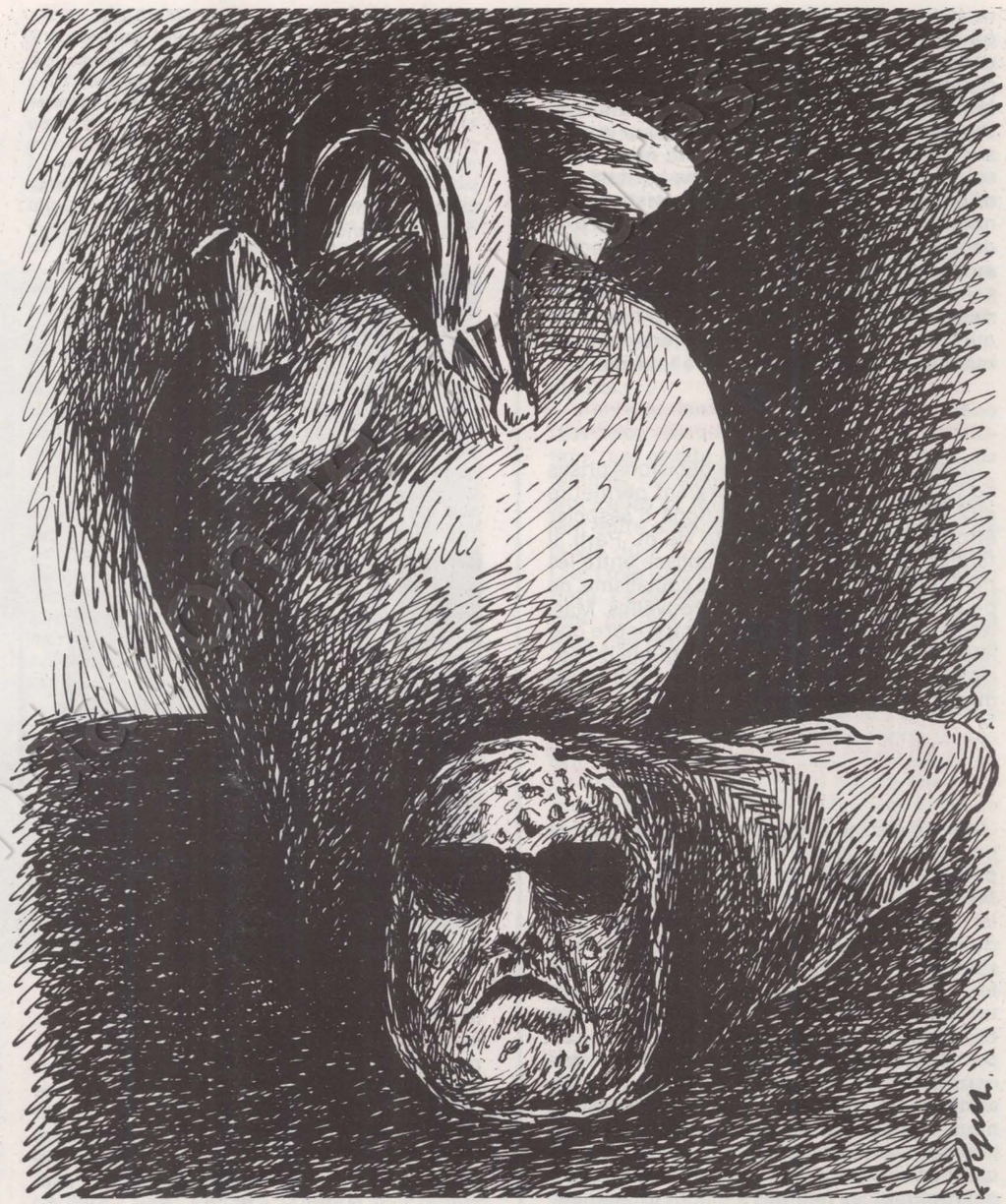
LE CONTINENT DES DISPARUS

La grève de la faim qui s'est déroulée à Santiago-du-Chili du 14 au 24 juin marquera sans doute une date importante dans l'histoire de la résistance à la junte de Pinochet. Entreprise par 26 femmes de disparus politiques elle s'est déroulée dans les locaux des Nations Unies. Accusant les organismes de répression et notamment la Dina — police politique du régime — les grévistes se plaignaient de l'arrestation puis de la disparition de leurs époux dont elles n'avaient plus aucune nouvelle. Elles exigeaient que le problème des disparitions soient définitivement résolu, la formation d'une commission d'enquête composée de personnalités chiliennes et étrangères de qualité morale indiscutée, le respect absolu de toutes les garanties individuelles pour leurs maris.

La grève est d'abord un succès dans la mesure où elles ont obtenu de Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations Unies, la promesse qu'il se rendrait au Chili, qu'une commission d'enquête serait effectivement formée et qu'une pression serait exercée sur le gouvernement chilien pour que la lumière soit faite sur le cas des disparus. Mais ce n'est pas tout, le gouvernement avait cerné l'édifice et ne laissait passer que les membres du corps diplomatique, il avait tenté de faire passer cette grève de la faim pour une « manœuvre du marxisme international dans le but de sensibiliser l'opinion publique mondiale contre le Chili au moment où l'assemblée générale de l'Organisation des Etats américains se réunissait ». Mais ses efforts ont été vains.

A deux niveaux. A l'intérieur pour la première fois depuis le coup d'Etat on a pu assister à une sorte de mouvement de masse autour de ce problème. Oh, bien sûr ! rien de très considérable mais l'état de siège est encore appliqué à Santiago et tout le monde sait que les policiers chiliens ne badinent pas. Pourtant la grève a été l'occasion d'un assez important travail de propagande avec circulation de textes et même certains « bombages » muraux strictement interdits. A l'extérieur aussi l'initiative de ces 26 femmes a eu d'importantes répercussions. Des grèves de la faim ont été entreprises en Suède, en Suisse et en France. Des pétitions ont été envoyées de Yougoslavie, du Danemark, de Norvège et aussi de la Fédération syndicale mondiale. Cette grève a permis de démontrer l'efficacité que peuvent avoir les mouvements de solidarité internationaux quand ils sont organisés et qu'ils se focalisent sur des faits concrets, précis, en liaison avec des actions à l'intérieur même du pays considéré. Mais le problème des disparitions demeure et il est peu vraisemblable qu'il soit immédiatement réglé.

Entre 1973 et 1975 le pourcentage des disparitions par rapport à l'ensemble des détentions était de 12 %. En 1976 il est passé à 20 %. Cette évolution ne vaut pas seulement pour le Chili. Elle est la même en Argentine (6 000 disparus) en Uruguay et en Bolivie. La méthode était utilisée depuis un certain temps déjà par les « précurseurs » brésiliens. Leur technique préférée consistait à regrouper quelques disparus, sans doute déjà morts dans une maison quelconque, puis de feindre un assaut pour pouvoir prétendre ensuite avoir héroïquement écrasé dans l'œuf « un complot marxiste en formation ».



Les états-majors des régimes militaires les plus durs se réunissent périodiquement pour planifier et coordonner leurs actions répressives. En mars 1977 une seconde réunion de l'Action anti-communiste latino-américaine a eu lieu. D'importants chefs militaires y ont participé représentant les pays suivants : Uruguay, Bolivie, Argentine, Paraguay et Chili. Le chef de la délégation chilienne était un membre de la junte : Gustavo Leigh. Outre les discussions générales et les échanges d'impressions sur telle ou telle méthode de répression ces réunions permettent des « échanges de bons procédés ». C'est dire une sorte de trafic international de disparus politiques. Ainsi Jorge Fuentes dirigeant du Mir chilien a-t-il été arrêté au Paraguay puis remis à la dictature chilienne qui n'a jamais reconnu le détenir malgré de très nombreux témoins qui déclarent l'avoir

vu au centre de torture de la Villa Grimaldi. C'est également ce qui s'est passé dans le cas d'Edgardo Enriquez arrêté en Argentine et remis à la junte chilienne. Ni Pinochet ni Videla ne reconnaissent l'avoir arrêté.

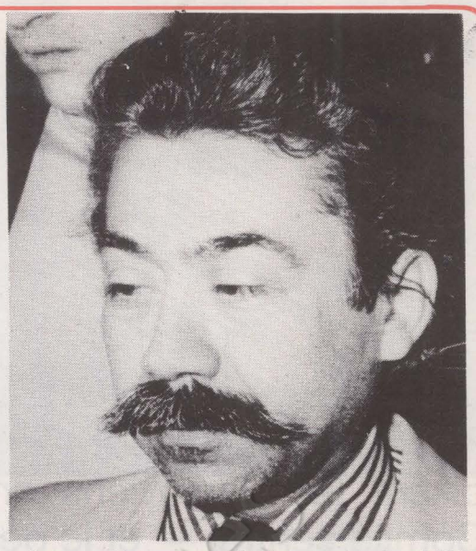
A Buenos Aires on découvre quotidiennement des cadavres de révolutionnaires dont beaucoup sont des Uruguayens arrêtés dans leur propre pays mais dont le gouvernement a toujours nié la détention.

Derrière cette coordination on retrouve la présence nord-américaine qui fait profiter ses alliés de ses propres expériences. Ainsi existe-t-il un livre envoyé à tous les officiers commandant des unités en activité. Réalisé par l'armée nord-américaine sur la base de sa pratique vietnamienne il est intitulé « Forces irrégulières » et donne les instructions que devraient suivre les forces répressives de ces différents pays pour éliminer tout symptôme d'organisation et de résistance. Les méthodes vont de la persuasion et la corruption jusqu'à la torture et l'assassinat. Au Chili, on le trouve sous le nom de « Manuel pour combattre la résistance ».

Cette épidémie de disparitions ne semble pas devoir être attribuée au hasard. Elle correspond certes à un stade « d'amélioration technique des méthodes de repression ». Mais elle également directement liée à la situation politique du continent. Les régimes militaires continuent de vouloir s'imposer au moyen de la brutalité la plus sanglante. Mais le nouveau président des Etats-Unis essaie de donner une nouvelle apparence à la politique que mène son pays sur le continent. Insistant sur le respect des droits de l'homme, dont il a besoin pour mener le jeu diplomatique dans d'autres parties du monde, Jimmy Carter ne peut cependant pas relâcher la domination que les Etats-Unis exercent sur l'ensemble du continent. Surtout à un moment où la situation en Afrique et même en Asie n'est pas très favorable. Que ce soit du fait de sa volonté propre ou de celle de certains secteurs durs du Pentagone le fait est que les changements qui ont lieu depuis quelques mois en Amérique latine se limitent trop souvent aux tactiques utilisées par la répression. Ce qui compte aujourd'hui c'est qu'on ne puisse pas décrire ouvertement les méthodes utilisées pour torturer les prisonniers, que l'on ne sache pas qu'il existe des camps de concentration légaux comme à Tres Alamos, ou Punchuncavi au Chili, que dans les prisons les détenus politiques soient recensés comme prisonniers de droit commun. Qu'il soit impossible de livrer à l'opinion publique mondiale des chiffres officiels de détenus. Faute de pouvoir lui donner un visage humain, mais devant le besoin d'en éliminer les contours les plus sanglants, l'impérialisme tente aujourd'hui de donner à sa barbarie un visage respectable.

FRANCIS PISANI

ARISTY : UN PECHEUR EN EAU TROUBLE



Je garde un seul souvenir d'une rencontre vieille de plusieurs années avec Hector Aristy, le troublant personnage qui traverse l'affaire Revelli-Beaumont : l'envie de fuir. Sans les photos récentes, j'eusse été incapable de le reconnaître dans la rue. Pourtant, l'inquiétude demeure. C'était à propos de l'affaire Maximiliano Gomez. Ce dirigeant révolutionnaire dominicain venait d'être assassiné à Bruxelles. Aristy était mis en cause. D'abord parce qu'il aurait aidé au crime, ensuite parce qu'il aurait commandé la liquidation de la meurtrière, Myriam Pinedo. Pas n'importe comment : dans un cas, le poison ; dans l'autre, on a retrouvé la femme découpée en morceaux dans une malle ! Aristy avait alors attaqué en justice les journaux qui l'avaient mis en cause. Et il avait gagné ses procès. Menant une enquête, j'avais pu rencontrer défenseurs et accusateurs de tous bords. Il s'agissait d'un tel imbroglio que j'avais décidé de ne rien écrire. Ne faut-il pas dire parfois « Je ne sais pas. Je ne comprends pas. » ? Ou même accepter de se taire ?

L'affaire était pourtant marquante, révélatrice. Aristy est un personnage trouble que personne n'a les moyens de cerner, que bien peu d'organisations, même fort bien faites, peuvent classer avec certitude. Issu de la bourgeoisie il est arriviste. C'est clair, mais « ça peut servir ». Son passé de membre du gouvernement, d'ami de Caamano, de chef de parti politique, d'ambassadeur à l'Unesco, son présent d'homme d'affaires international un peu bizarre sont toujours présentés par ses adversaires avec une telle hargne que le journaliste est obligé de prendre quelque distance. Ajoutons que l'homme sait bien sûr mettre aussi son nez dans de bons combats, et s'entourer de révolutionnaires honnêtes, et conséquents. Dans la presse de l'époque, on évoquait tour à tour l'Occident, la révolution, les rivalités des services secrets chinois et soviétiques, la main de la C.i.a. Un terrible panier de crabes où je doute que personne ait vu vraiment clair.

L'homme a-t-il voulu aller trop loin ? La corde a cassé. Son comportement de « macho », teigneux mais se voulant splendide, ne méritait guère mieux. L'important aujourd'hui c'est que, sorti de l'ombre, il fasse l'unanimité de tous ceux qui l'ont approché. Qu'il soit ou non véritablement appointé par la C.i.a., nous savons que ses moyens étaient énormes et les sociétés qu'il dirigeait « bizarres ». Attirant l'attention de tous il permet à chacun de donner publiquement les informations que l'on garde trop souvent pour soi seul. Tant mieux.

Il faut bien comprendre que ce personnage n'est pas le seul de son espèce. D'autres comme lui hantent les capitales du monde entier, se faufilent dans tous les milieux et notamment chez les révolutionnaires. Depuis quelques années, il bénéficie d'un atout formidable : l'exil. L'exil forcé auquel sont condamnés des dizaines de milliers de Latino-Américains. Coupés de leurs bases, éloignés les uns des autres, sans organisation solide pour la plupart, ils sont un terrain idéal pour le développement d'activités telles que celles d'Aristy. Jouant de l'éloignement, de la compartimentation, des besoins financiers, de la bonne foi, de l'envie de « s'en sortir » de ceux qu'il rencontre, il se fraie un chemin. Un chemin qui peut permettre de discréditer ou d'éliminer les meilleurs, qui rapporte aussi des milliards d'anciens francs... quand tout se passe bien.

L'affaire Revelli-Beaumont est tout aussi bizarre. Comment, faute d'informations que la police elle-même semble ne pas avoir, donner plus de crédit à une hypothèse qu'à une autre ? Tout au plus pouvons-nous aujourd'hui nous servir de l'exemple pour réfléchir à deux ou trois aspects de la vie internationale dont on parle trop peu souvent et qui, pourtant, son bien réels. N'oublions pas que la Fiat est présente en même temps à Moscou, à Tripoli, en Argentine, qu'elle a été mêlée comme la plupart des multinationales à plus d'une affaire étrange.

Nous avons appris, par exemple, grâce à ce qui vient de se passer, une des façons de procéder d'une entreprise multinationale désireuse de s'implanter dans un nouveau pays. Revelli-Beaumont connaissait Aristy qui connaissait Peron... On joue le vieux cheval et, quand il revient au pouvoir, la Fiat obtient les facilités dont elle a besoin pour s'installer. Pourtant, Fiat n'est pas la pire. Elle a, semble-t-il, laissé 52 % des actions de Fiat-Argentine au capital national. Cela est d'ailleurs susceptible de susciter certaines rivalités....

Le plus intéressant de cette affaire réside dans le mélange de politique et de crapulerie qui la caractérise. Les révolutionnaires qui n'ont pas toujours su s'en tenir à des actions claires et indiscutables portent une part de responsabilité dans cette évolution. Ceux aussi qui ne choisissent pas avec assez de discernement leurs alliés. La conséquence de cette légereté est que, reprises par des crapules astucieuses, certaines méthodes de lutte peuvent être utilisées par la Mafia internationale... pour gagner de l'argent et pour discréditer les formes violentes d'action révolutionnaire, seraient-elles à l'occasion justifiées.

Coupable ou non, Aristy aura du mal à se remettre de « ce coup-là ». Il est trop connu maintenant et c'est ce qui peut arriver de pire à un agent, à un pêcheur en eau trouble. C'est un fait positif. Mais ne généralisons pas. De nombreux mouvements révolutionnaires sont présents en Europe. Du Mir aux Montoneros. Ils luttent chez eux comme ils luttent ici. Mais pas de la même façon. Il est important de retenir certains passages du communiqué des dirigeants du Mouvement péroniste Montonero, publié après que certains journaux les eurent accusés d'être les auteurs de l'enlèvement de Revelli-Beaumont :

« Les Montoneros n'ont effectué ni n'effectueront aucune action militaire en territoire étranger.» Cette position ne constitue pas qu'une simple déclaration. Le texte poursuit : « L'activité du M.p.m. à l'extérieur de l'Argentine est de nature exclusivement politique et son but est de faire connaître l'héroïque résistance des masses populaires devant la dictature militaire la plus sanglante de l'histoire argentine... » Et le communiqué conclut : « La violence révolutionnaire ne doit jamais être le résultat de l'action de groupes étrangers aux travailleurs et aux masses populaires. Elle n'est pas non plus une méthode qui puisse être transplantée d'une façon mécanique dans d'autres pays. La lutte révolutionnaire doit être menée sur le territoire national et ne peut pas être suscitée artificiellement à l'étranger ».

FRANCIS PISANI

CEUX "D'EN HAUT" ET... LES AUTRES

Entre ceux d'en haut — « ceux de là-bas », comme disent les Varsoviens en désignant le siège du Comité central — et le peuple, le fossé ne cesse de s'agrandir.

de notre envoyé spécial.

L'homme s'appelle Birkut. Il est jeune, alors, et l'appel de la Pologne populaire naissante l'a conduit à Nowa Huta, près de Cracovie, sur le chantier de ce qui doit devenir à la face du monde le symbole de la réussite stalinienne. Birkut devient un « ouvrier émérite », un « héros positif » des années 1950. Il reçoit toutes les décorations nécessaires. Comble de l'honneur : on lui érige sa statue, en marbre. Jusqu'au jour où, arrêté, condamné dans un procès préfabriqué, il est emprisonné. Libéré en 1956, comme Gomulka et le cardinal Wyszynski, au cours du « printemps en octobre », il refuse cette fois les honneurs, surtout accordés par ses anciens tortionnaires qui, curieusement, font le gros dos et restent en place. En 1970, au moment des émeutes de la Baltique qui amènent Edward Gierek au pouvoir, Birkut tombera sous les balles des miliciens venus mater les ouvriers grévistes. A Gdansk, plus tard, quelqu'un viendra déposer un bouquet sur sa tombe : la jeune élève-cinéaste qui a décidé de consacrer un ouvrage à la mémoire de Birkut.

Mais cette dernière séquence — car il s'agit là du scénario du dernier film réalisé par le grand cinéaste polonais Andrzej Wajda — n'a pas été autorisée par la censure. C'est déjà un miracle que le film ait pu sortir voici quelques semaines sur les écrans de Varsovie, grâce à l'intervention personnelle, dit-on, du Premier secrétaire du Parti ouvrier unifié (le P.c. polonais). Et ait connu un succès populaire de grande envergure.

Pour qui visite la Pologne, un an après les manifestations ouvrières de Radom et d'Ursus, près de Varsovie, le pays est un peu à l'image de « l'homme de marbre » de Wajda : passer du rêve à la réalité, du silence mensonger à l'éclatement de la vérité n'est pas chose facile.

Il y a d'abord la contestation, dont le vent passe sur le régime polonais. Différente certes de la dissidence soviétique — le Goulag n'existe pas en Pologne — et qui a trouvé sa base dans la défense des travailleurs emprisonnés à la suite des événements de l'an dernier. Le Comité de défense des travailleurs (K.o.r.) lutte pour le respect des droits de l'homme au nom de la Constitution polonaise et des accords d'Helsinki, et cherche à montrer les contradictions inhérentes au système en place qui signe des papiers, mais n'en respecte pas la lettre. Que ce soit pour le combattre, pour l'approuver, ou pour le comprendre, le K.o.r. est aujourd'hui un sujet de discussion bien vivant en Pologne.



Edward Gierek.

De même à Cracovie le Comité étudiant de solidarité (S.k.s.) né des conséquences de l'affaire Pyjas, cet étudiant cracovien de philologie trouvé mort un matin de mai dans des circonstances ténébreuses. Ou encore ces grévistes de la faim qui ont jeûné dans une église de Varsovie pendant toute une semaine du mois de mai. Ce qui est nouveau et important dans la Pologne de cet été, au-delà de l'activité de ces groupes « contestataires », minoritaires par la force des choses, c'est la crise de confiance qu'affrontent les autorités polonaises.

Comment faire croire en effet sérieusement que le K.o.r., animé par Jacek Kuron et Adam Michnik, et le S.k.s., auxquels on mêle souvent les milieux catholiques libéraux comme ceux du Club des intellectuels catholiques, de la revue « Wiez », du mensuel « Zniak », constituent une menace pour la sécurité intérieure ? Pour plus d'un Polonais, et même pour des responsables communistes — ce qui est significatif des hésitations qui se manifestent au sein du Parti ouvrier — cela prête à sourire et à inquiétude. Car quelle est alors la force d'un régime qui a

acier
EMPRUNT JUIN 1977
taux variable
durée : 7 ans
prix d'émission : 99%
soit 990 F par obligation de 1 000 F.
Les modalités détaillées de cette émission figurent au B.A.L.O. du 27 juin 1977.
GIS GROUPEMENT DE L'INDUSTRIE SIDERURGIQUE
Une note d'information, portant le visa de la Commission des Opérations de Bourse n° 77-89, en date du 22 juin 1977, est tenue à la disposition du public : soit au G.I.S. 5 bis, rue de Madrid, 75008 Paris, soit dans les Etablissements chargés du placement.





Panneaux glorifiant les ouvriers d'élite à l'entrée des chantiers navals de Szczecin.



Shopping au grand magasin Wars.



Enterrement religieux.



Montage pour téléviseurs à Wroclaw.

peur du débat politique et craint la confrontation idéologique ?

Fabriquer des martyrs n'a jamais renforcé un régime, disent ceux qui souhaitent l'amnistie pour les 5 ouvriers encore emprisonnés, les 9 membres du K.o.r. arrêtés pour avoir participé (ou voulu participer) aux manifestations de Cracovie. D'autant ajoutent-ils, que les difficultés économiques affrontées par la Pologne sont suffisamment importantes pour qu'on ne se laisse pas aller à des diversions.

Importer même les céréales

L'avenir dira si ce vœu peut être exaucé. A un tel souhait souscrit en tout cas pleinement l'Eglise catholique, dont on sait le poids en Pologne, surtout en cette période où elle s'est affirmée comme le défenseur sans faille des droits de l'homme et du respect des ouvriers polonais. Pour l'instant, à Varsovie, on s'interroge. Les réactions soviétiques vis-à-vis de ses « dissidents », les pressions exercées ici et là inquiètent. Il ne semble pas que le sens du dialogue soit la première vertu des responsables politiques. Et de là à s'attendre à une recrudescence de la répression, il n'y a qu'un pas. Facile à franchir après les arrestations qui se sont succédé depuis un an.

Les difficultés des Polonais ne se limitent pas aux problèmes des libertés. L'économie est en mauvais état. Une pause dans les investissements industriels a été décidée à l'automne dernier. Le rythme auquel, depuis six ans, Gierek avait soumis la Pologne a entraîné l'essoufflement. On cite ainsi de nombreux exemples d'implantation d'usines nouvelles ou d'innovations technologiques dans d'autres, plus anciennes, qui n'ont pas donné le plein rendement souhaité, les Polonais n'ayant encore pas acquis le style industriel moderne. Par ailleurs, cette volonté d'équipement a nécessité des importations toujours plus importantes que les exportations ne peuvent compenser, si bien que la Pologne est aujourd'hui très endettée : 6 milliards de dollars. Toutefois, malgré la pause, trois secteurs continuent pour la période 1976-80 d'être considérés comme prioritaires : le logement (car il faut encore à un jeune couple attendre plus de cinq ans pour être logé) ; les biens industriels de consommation courante (machines à laver, téléviseurs, etc., produits en trop petit nombre et pas encore crédibles aux yeux des Polonais, qui hésitent à investir) ; enfin l'agriculture, véritable plaie permanente de la Pologne.

En attendant une réforme structurelle des campagnes, il faut surtout sérieusement motiver les paysans pour qu'ils n'hésitent pas à produire plus et mieux. Il y va en effet de l'approvisionnement des villes. Le comble n'est-il pas que ce pays à vocation agricole — le nom de Pologne vient de « pole », qui signifie champ — ait été obligé d'importer des céréales et n'arrive pas à fournir sa population en viande ? Certes, 1974 et 1975 ont été des années difficiles pour des raisons atmosphériques mais cela n'explique pas tout.

On attend actuellement en Pologne, avec une impatience mêlée d'inquiétude, le plan de redressement qui devrait en principe sortir en septembre prochain des conclusions apportées par cinq commissions mixtes Parti-gouvernement, qui auront eu un an pour dire en particulier quelle politique des prix et des revenus la Pologne peut et doit pratiquer. L'ombre de juin 1976 planera sûrement sur les travaux de la Conférence nationale du Parti, qui devra alors prendre des décisions.

La machine politique paraît bloquée à Varsovie. Entre « ceux d'en haut » — « ceux de là-bas », comme disent les Varsoviens en montrant le siège du Comité central — et le peuple, le fossé est grand. Il y a bien des visites quotidiennes — à se demander qui gouverne pendant ce temps ? — de Gierek dans les voïvodies (régions), usines, hôpitaux ou autres centres universitaires, qui veulent être des occasions de dialogue. Mais l'absence se fait cruellement sentir de corps intermédiaires réels et efficaces qui soient autre chose que des courroies de transmission.

La revendication première du Comité étudiant de solidarité de Cracovie n'est-elle pas de demander que soit organisé le pluralisme à l'Université, afin que le monopole monolithique de l'officielle Union de la jeunesse polonaise ne soit pas imposé. Ou alors, c'est reconnaître que les Polonais, comme les autres démocraties populaires, doivent avoir deux langages : celui de la fiction, du jeu officiel, et celui de la vérité, de la réalité — faut-il l'appeler « dissident » ?

En tout cas, comme « l'homme de marbre » de Wajda, la Pologne de juin 1977 ne veut plus tenir deux langages. Par respect pour les ouvriers tombés en juin 1976, par fidélité aussi à ceux morts sur la Baltique en décembre 1970. Qui lui donnerait tort ?

JEAN OFFREDO

changer la vie sociale et économique

PISTON FRANÇAIS : FAUT PAS POUSSER

Le 26 mai 1976, une section syndicale C.f.d.t. se crée au Piston français, entreprise métallurgique d'une centaine de salariés établie en Seine-et-Marne. La direction réplique en refusant de réunir les délégués du personnel durant les mois de juillet, août et septembre, et en interdisant la distribution de tracts en dehors des lieux et des heures de travail. Après de nombreux arrêts de travail et l'intervention de l'inspection du Travail, une situation presque normale est rétablie en ce qui concerne les réunions des délégués. En octobre 1976, la direction, devant le personnel qu'elle a réuni en assemblée générale, se livre à de violentes attaques contre le syndicat : « Les délégués sont des gens qui se paient du bon temps sur le dos des travailleurs».

Les sanctions commencent à pleuvoir. Ainsi, au cours des dix mois suivants, les 5 délégués C.f.d.t. subiront : 2 licenciements, 3 mutations, 5 mises à pied de 1 à 3 jours et 24 lettres recommandées, dont 13 pour avertissements. Sans compter les diminutions de primes: de moins 750 F à moins 250 F.

Le 22 janvier dernier, la direction licencie 4 ouvrières syndiquées alors qu'elles venaient de renouveler leur contrat de travailleuses temporaires. Le syndicat réplique par une campagne d'information. La direction licencie alors une déléguée du personnel et met à pied le délégué syndical pendant quatre jours. Le 11 février, le directeur, Taillasson, écrit aux délégués du personnel : « En abusant de tracts et de télégrammes tendancieux, ceux-ci sèment le doute dans l'esprit de nos clients, qui nous harcèlent de renseignements sur la fiabilité du Piston français. Votre intention est bien de couler l'entreprise au mépris des droits et de l'avenir de vos mandants d'un jour... »

APPRENTIS : CORVEABLES A MERCI ?

A la suite de démarches très pressantes du patronat, le gouvernement va présenter au Parlement son projet modifiant la loi de juillet 1971 sur l'apprentissage. Projet à caractère négatif pour les jeunes apprentis : des dispositions prévues qui ne leur apportent aucun avantage supplémentaire reviennent même sur certaines garanties acquises. Ce projet ne fait qu'accorder de nouvelles facilités aux employeurs.

Sous couvert de simplifications administratives, le contrôle sur la compétence des maîtres d'apprentissage et la formation dispensée est réduit à un agrément quasi automatique, au niveau du Comité départemental de l'emploi et de la formation professionnelle, pouvant même rendre caduque un avis défavorable du comité d'entreprise. Ainsi les employeurs pourront tout à leur aise accentuer le caractère utilitariste de la formation des apprentis et mieux la faire coller au profit étroit d'un poste de travail.

Sous prétexte d'inciter à l'embauche d'apprentis, des avantages financiers sont de nouveau promis et distribués aux employeurs : prime de formation, taux forfaitaire dérisoire des cotisations sociales. Une fois de plus le gouvernement prétend résorber le chômage des jeunes en indemnisant le patronat, aux frais des contribuables et de la collectivité.

Pour les apprentis, les modifications législatives ne font droit à aucune des revendications : refus de revaloriser le salaire de ces jeunes, de donner une garantie d'emploi à l'issue du contrat d'apprentissage, d'augmenter le nombre d'heures d'enseignement dans les centres de formation d'apprentis.

Négatif pour les apprentis, substantiel pour les seuls employeurs : un projet inacceptable.

LE VIEUX PLUTOT QUE LE NEUF

Les employés du foyer de l'enfance Bellevue de Montpellier sont inquiets : la sécurité des enfants n'est, à leur avis, pas assurée.

Peut-on parler de sécurité, demandent-ils lorsque le bâtiment central — vieille maison de maître de deux étages, classée par l'Office régional de conservation des bâtiments de France — ne possède aucun escalier de secours et que le premier étage — où vivent les bébés de moins de un an — est recouvert de parquet ? Qu'arriverait-il si un incendie venait à se déclarer ? Si l'on envisage cette situation la nuit, qu'arrivera-t-il lorsque l'on sait que bien souvent — par manque d'effectifs — une seule veilleuse assure les besoins et la sécurité de 80 enfants dont la plupart ont moins de trois ans ? Peut-on parler de sécurité lorsque, dans un bâtiment prévu pour une cinquantaine d'enfants, on en accueille 80 ? Peut-on parler de sécurité lorsque, bien souvent, une auxiliaire de puériculture a 18 enfants et une éducatrice 20 voire 24 ?

En ce qui concerne l'hygiène, la situation est identique. Ni vestiaires ni douches pour le personnel. Dans une pouponnière, les enfants de 18 mois jouent, mangent et dorment dans la même pièce contiguë des W.c. sans aucune séparation, pas même un rideau... Le foyer est « habité» par de nombreux cafards.

Une commission avait établi un projet d'aménagement qui comprenait la restauration du bâtiment, ainsi que la construction de deux ailes supplémentaires ; cela répondait, en ce qui concerne l'hygiène et la sécurité, aux préoccupations de tous. Tout aurait été pour le mieux si, prétextant le « classement du foyer ainsi que du parc qui l'entoure », l'Office régional de conservation des bâtiments ne s'était opposé à la réalisation du projet...

QUI EST RICHE ?

La fortune des Français se porte bien : si l'on met bout à bout ce que chacun possède, il y en a pour 3 800 milliards de francs. Ce chiffre global provient d'une estimation faite par la Caisse des dépôts et consignations.

Partagée entre 18 millions de ménages, cette fortune représenterait un patrimoine moyen de 187 000 francs. Mais les moyennes arithmétiques, si elles permettent de rêver, n'ont rien à voir avec la réalité. En effet, les parts de ce beau gâteau sont loin d'être équitables : 10 % des familles s'adjugent à elles seules la moitié du gâteau. Ou encore : 6 % des Français se partagent le quart de cette fortune. Dit concrètement, comme à l'école : on a d'un côté 25 pommes pour 6 personnes ; de l'autre, ils sont 94 à devoir se partager 75 pommes. Vu sous cet angle, il devient difficile d'expliquer aux Français qu'il y en aura pour tout le monde.

Cette étude révèle aussi une grande inégalité dans l'emploi que les ménages font de leur argent. Premier souci : celui du logement. Pour satisfaire l'exigence fondamentale d'avoir un toit, l'ouvrier peut consacrer jusqu'à 60 % de son budget. Que l'on juge ce qui peut rester, une fois déduits les frais indispensables (nourriture, habillement, frais scolaires, impôts) pour « la qualité de la vie», par exemple. Les plus riches, pour leur part, ne dépensent jamais plus du tiers de leur fortune dans leur habitation principale, quel que soit le luxe de cette dernière.

Directement du producteur

CHAMPAGNE BARON FUENTE

Vigneron
21, avenue F. Drouet
02310 CHARLY-sur-MARNE

19 à 22 F T.T.C. départ
Prix pour comités et collectivités
Tarif sur demande
Tél. : (23) 82.01.97

LE SABOTAGE EST PROUVÉ

La seconde mort de Lip a eu lieu le 5 mai 1976, quand le tribunal de commerce de Paris avait prononcé la liquidation des biens de l'entreprise. Cette décision était-elle fondée ? C'est le débat qui a eu lieu, mercredi dernier, à la cour d'appel de Paris.

Car, pour les salariés de Lip, les sociétés qui ont repris l'exploitation de Lip ne devaient pas être mises en liquidation de biens. Leurs trois avocats (Hélène Masse-Desen, Henri José Legrand et François Natavi) avaient dans leurs dossiers, en arrivant à l'audience, de quoi démontrer que Lip, loin d'être un puits sans fond où s'amassaient les dettes, constituait au contraire une entreprise saine.

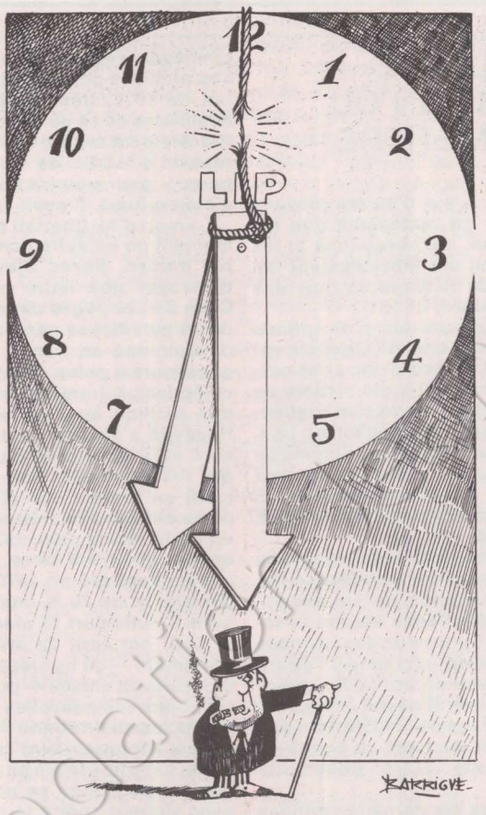
Fait nouveau dans les annales judiciaires : les représentants du comité d'entreprise étaient là pour faire entendre le point de vue des travailleurs. Un arrêt rendu le 15 juin dernier les autorisait en effet à intervenir dans une procédure de liquidation de société les concernant. Cet arrêt risque — et c'est important — de faire jurisprudence. C'est la première fois qu'il est légalement reconnu que les travailleurs d'une entreprise ne sont pas seulement des créanciers comme les autres, uniquement autorisés à réclamer le paiement de salaires en retard, mais qu'ils ont le droit d'intervenir quand leur outil de travail est remis en cause. Bref, c'est reconnaître que des travailleurs sont aussi créanciers d'un emploi.

Quelques millions oubliés

Cela leur a permis, au cours du procès, de démontrer que la décision de liquidation de biens avait été plus qu'hâtive : le jugement se fonde en effet sur des données inexactes.

▶ Les pertes d'exploitation ont été grossies. D'abord, il n'a pas été tenu compte des subventions versées par l'Etat : pour compenser les pertes d'exploitation prévues pour les deux premiers exercices (1974 et 1975), les pouvoirs publics s'étaient engagés à attribuer 20 millions de subventions. Ils n'en ont versé que 16 800 000 F. Ainsi, 11 600 000 F ont été versés pour le premier exercice, où les pertes s'élevaient à 12 800 000 : le jugement n'en tient pas compte et comptabilise froidement 12 millions de pertes. Même opération pour l'exercice 1975 : les pertes s'élèvent à 8 500 000 F, la subvention versée se monte à 5 200 000 F, et le tribunal chiffre les pertes à 15 millions.

Enfin, les pertes ont été aggravées par une présentation un peu particulière des bilans, où l'on n'a pas tenu compte des mécanismes d'amortissement. Tous les frais de formation des sociétés, d'études, etc. qui, normalement, sont échelonnés sur trois, quatre et



quelquefois même cinq ans, apparaissent, en bloc, la première année.

On en arrive à ce résultat aberrant : le tribunal qui a prononcé la liquidation de biens considérait que les pertes des sociétés s'élevaient à 27 millions. Les experts-comptables qui ont refait les calculs pour le comité d'entreprise estiment, eux, que les véritables pertes n'excèdent pas 5 millions.

▶ La crise de trésorerie dont fait état le jugement mérite aussi d'être examinée de plus près. Il existait, certes, une crise de trésorerie, normale dans une entreprise de cette importance à un tel « moment » de son existence. Mais les experts des syndicats affirment qu'elle a été surestimée. Le conseil d'administration, lors du dépôt de bilan, a mis en avant un « trou » de 23 millions : d'un côté, 35 millions de dettes exigibles à court terme ; de l'autre, 12 millions réalisables ou disponibles. Mais, dans les acquis réalisables ou disponibles, ont été « oubliés » 14 800 000 F de capital à libérer par les actionnaires, 8 800 000 F correspondant au stock de produits finis, et 2 millions d'un prêt du Crédit national qui devait rentrer au mois de juin. Ce qui transforme le trou de trésorerie en un fonds de roulement plutôt positif.

▶ Enfin, un argument retenu par les juges était l'absence de commandes. Jean Sargueil, le P.d.g. qui déposa le bilan (et est mort peu après), avait constaté « une distorsion profonde entre la production et les possibilités d'écouler offertes par le marché ». En mai 1976, c'est vrai : les horlogers bijoutiers ne commandent plus de Lip. Mais cinq mois plus tôt les commandes avaient dépassé toutes les espérances, puisqu'elles avaient été supérieures de 25 % aux prévisions. Que s'est-il passé entre janvier et mai ? Deux faits. Une déclaration alarmante du président de la République expliquant, en janvier, que Lip était en difficulté, que la procédure d'usage en pareil cas allait lui être appliquée : 75% de baisse de commandes. Et une petite annonce dans la presse, le 16 février « cherche patron pour Lip » : 50 % de baisse de commandes...

Mauvais yaourts

C'est pour toutes ces raisons que les salariés de Lip ont fait appel. Ils ne veulent pas que l'on utilise la voie légale de la liquidation judiciaire pour se débarrasser d'une société viable. Ils veulent que l'image publique de Lip, accréditée par les actionnaires — Lip, abîme où l'on refuse d'engloutir plus d'argent — soit transformée. Car les actionnaires, qui ont redoré leur blason de « patrons de gauche » en s'intéressant à la relance de Lip, se sont vite désintéressés de l'affaire : ils sont souvent les principales sources des rumeurs qui ont couru à intervalles réguliers. Ils ont agi, constate un cadre de Lip, « comme le ferait le patron de B.s.n. s'il finançait une campagne publicitaire disant : ne mangez pas de yaourts Danone, ils sont vraiment très mauvais ».

MICHELE KESPI-BACKMANN

Qu'est-ce qu'un dépôt de bilan ?

La loi fait obligation à un employeur qui, se heurtant à des difficultés insurmontables, a cessé ses paiements (envers ses créanciers, etc.) de le déclarer. L'entreprise est alors en état de cessation de paiement : c'est le dépôt de bilan.

Après le dépôt de bilan, le tribunal fait procéder à une enquête, il convoque les responsables de l'entreprise (mais jamais, jusqu'à ce jour les représentants des salariés, sauf à titre officieux) et rend un jugement.

Ce jugement peut être soit la liquidation de biens (c'est-à-dire l'acte de décès de l'entreprise), soit le règlement judiciaire, plus positif. Le règlement judiciaire ne constate pas la mort de l'entreprise, mais se place, au contraire, dans une perspective de redressement : il offre, par exemple, à une société en difficulté la possibilité de se mettre d'accord avec les créanciers par un concordat, contrat juridique qui échelonne le remboursement des dettes.

changer la vie politique

SUCCES P.S. AUX CANTONALES

Les élections cantonales partielles qui se sont déroulées dimanche ont confirmé la très bonne tenue des candidats socialistes. D'abord à Châtellerault où Edith Cresson, au terme d'une campagne dynamique à laquelle sont venus participer Claude Estier et Michel Crépeau, est arrivée largement en tête de la gauche face au fils de Pierre Abelin. Celui-ci n'a recueilli que 43 % des suffrages et devrait être battu au second tour si Edith Cresson recueille la totalité des voix du candidat communiste Paul Fromonteil. A suivre dimanche soir.

Le P.s. a gagné deux autres sièges cantonaux, l'un à Sousceyrac dans le Lot où René Couderc remplace un radical de gauche décédé, l'autre à Sigoulés en Dordogne où Michel Bourgeois a enlevé le siège d'un C.d.s. en recueillant la totalité des suffrages communistes du 1er tour et en augmentant même le total de la gauche. A Crémieu (Isère) et à Lamastre (Ardèche) où la majorité a gardé les sièges qu'elle possédait, les candidats du P.s. ont marqué une progression spectaculaire. Enfin, à Mézières (Ardennes) le candidat communiste a conservé le siège déjà détenu par le P.c. après avoir bénéficié du désistement du candidat socialiste Jean-Paul Bachy arrivé moins de 30 voix derrière lui au 1er tour.

LA MAPPEMONDE DE LA REPRESSION

Les droits de l'Homme existent : 148 pays de l'Onu les ont définis et se sont engagés, en décembre 1948, à les respecter. Le magazine Question de temps de Jean-François Kahn et Raoul Sangla, mercredi sur Antenne 2, ne nous a guère laissé d'illusions.

Sur le petit écran, une mappemonde avec quelques pays en blanc — principalement en Europe — noyés dans l'immense tache noire ou grise des autres pays. La légende (tragique) de cette carte, les auteurs de cette émission nous la livrent : apparaissent en blanc les nations qui, au cours des dix années passées, ont globalement respecté la convention des droits de l'Homme. En gris, les pays où les atteintes à ces droits sont notoires mais où la référence à cette convention demeure. Dans les pays coloriés en noir — innombrables — la simple notion de droits de l'Homme a disparu. Jean-François Kahn, dans son livre « Complot contre la démocratie », s'est livré à un recensement par nationalités des libertés dans le monde. Il n'a pas pu trouver plus de 21 à 22 démocraties — « encore certaines sont-elles discutables »...

Pour illustrer ces affirmations, des reportages, des entretiens, parfois très brefs, parfois réalisés dans la clandestinité au prix de grands risques, comme ce film du camp de concentration de Riga tourné par des dissidents estoniens. Une équipe d'Antenne 2 avec Jacques Abouchar et Jacques Douay a pu opérer clandestinement pendant 8 jours au Chili, et officiellement pendant 15 jours en Argentine.

De ce dernier pays, en plus d'un film, ils ont rapporté trois chiffres révélateurs. Depuis l'arrivée de la junte militaire il y a 18 mois, 25 journalistes sont morts, 49 ont été emprisonnés et 45 sont portés disparus. Parmi eux, beaucoup étaient connus pour leurs opinions conservatrices, voire favorables à la junte. C'est le régime de la terreur aveugle. Ainsi, un étudiant français de 22 ans, Yves Domergue, pourrit dans on ne sait quelle prison argentine depuis 8 mois après y avoir été torturé, sans motif d'inculpation connu.

Ouganda, Chili, Afrique du Sud, Iran, Irak, Tchécoslovaquie, Argentine, Indonésie, les témoignages étaient nombreux, souvent poignants, toujours tragiques. Encore faut-il se rappeler que les atteintes les plus systématiques et les plus graves ont lieu dans des pays d'où ne filtre aucune information.

LE SILENCE, LA PRISON OU LE CIMETIERE

En Iran, il y a d'autres moyens d'éliminer les opposants que les pendaisons, les exécutions et les tortures qui ont officiellement fait plus de 400 victimes en trois ans (voir « l'Unité », n° 191).

Le 19 juin un des plus grands écrivains iraniens, Ali Chariati, est décédé à Londres d'une crise cardiaque. En fait, il a été victime de l'intensité de la répression intellectuelle qui sévit aujourd'hui en Iran. Il est le quatrième grand homme de lettres Iranien à succomber aux pressions psychologiques de la Savak, la police politique du chah, en moins de cinq ans.

Ali Chariati avait longtemps lutté dans la résistance clandestine iranienne. En France, durant des années — il était venu étudier la sociologie — il anime un des journaux de l'opposition iranienne à l'étranger. De retour en Iran, il fut emprisonné. Libéré, il devint instituteur dans un village de l'Est iranien, car, malgré son doctorat, la Savak lui refusa toute autre possibilité d'emploi.

Durant les dix dernières années de sa vie, Ali Chariati rédigea de très nombreux travaux et acquis une notoriété intellectuelle qui s'étendit à tout l'Iran. Arrêté au début de 1975, il passe dix-huit mois atroces dans les cachots du Chah. De nombreuses campagnes pour sa libération furent menées par des intellectuels français. Relâché vers la fin de 1976, la Savak lui interdit d'exercer toute profession, confisquant ses écrits et détruisant ses archives personnelles. Au début de 1977, très affaibli par les conditions de sa détention et par le harcèlement répété de la Savak, il réussit à sortir de l'Iran, « inaperçu », pour mourir à Londres où il s'était réfugié. Il avait 44 ans.

La mort d'Ali Chariati survient au moment où un autre écrivain célèbre iranien, Seyed Djavadi, vient d'envoyer une lettre ouverte au Chah de 220 pages dans laquele il décrit minutieusement la situation désastreuse en Iran. Il y a quelques jours à peine 40 intellectuels et écrivains iraniens ont envoyé une pétition au Premier ministre Hoveyda s'élevant contre la censure et la répression intellectuelle qui les asphyxie. Sait-on seulement en France que plus de 300 livres ont été censurés cette année en Iran ? Alors qu'en 1970 ce pays avait publié 4 215 livres, 1 350 seulement l'ont été en 1975, soit une diminution de 70 % due à la censure. D'autre part, 50 magistrats de la Cour ont écrit au président du Parlement — où ne siègent que les élus du parti unique — pour protester contre les nouvelles lois qui limitent le peu de liberté dont ils disposent encore aujourd'hui. Il y a dix jours, dans une lettre au chah, trois leaders politiques se sont élevés avec vigueur contre la répression politique et la situation catastrophique dans laquelle se trouve l'économie iranienne malgré le pétrole, ou plutôt à cause de lui...

Pour le moment aucun des signataires n'a été inquiété. Mais la Savak veille. Jusqu'à quand les patriotes iraniens devront-ils avoir à choisir entre le silence, la prison ou le cimetière ?

AHMAD FAROUGHY

AUX HALLES, ON RATONNE

Le 16 juin, le local socialiste de la rue Montorgueil, à Paris, était attaqué par un commando. Ce n'était pas la première fois... Mais, le lendemain, les nazillons qui écument les Halles vont aller plus loin encore. Ils sont une dizaine, peut-être quinze, à débarquer vers minuit de deux voitures et à commencer de ratonner quatre Nord-Africains qui passent par là. Soudain, un appel : « Passe-moi la carabine ! » Une arme sort d'un coffre arrière de voiture, un coup de feu claque. Mohamed porte les mains à sa gorge et meurt là, sans comprendre...

Un groupe d'éducateurs de La Clairière, amis de Mohamed, cherche à faire la lumière sur ce meurtre absurde. S'imaginent-ils, ces présomptueux, qu'ils peuvent mieux que la police découvrir qui organise ces ratonnades et ces attentats ?

TOUT VA SI VITE

« La Nation » de mardi relatait fièrement une grande journée de formation à Bordeaux « sur le thème : la Ve République, un régime politique méconnu à défendre ». On imagine le drame de ces malheureux méconnus, qui n'ont eu que 19 petites années pour faire leurs preuves !

● *Dans l'article sur les flagrants délits de notre numéro 256, il fallait lire que, dans ces tribunaux, « 74,6% des affaires sont traitées en moins de 10 minutes ».*

"Charters"

COMME UN VOL DE GERFAUTS...

Randonnée pédestre dans les Aurès, stage d'artisanat à Bombay, périple au pays thaï, excursions chez les Kalachs d'Afghanistan, « trekking » au Népal... L'Aventure avec un grand A n'est plus réservée à une élite de l'argent : le voyage insolite est à la devanture de toutes les agences de voyage. Et à la portée de — presque — toutes les bourses. Tant mieux pour les milliers d'amoureux du voyage qui accèdent ainsi à un rêve inaccessible il y a seulement dix ans. Et tant pis pour les pays qui subissent le choc d'une invasion souvent néfaste — mais c'est une autre histoire !

Attention au « surbooking »

Cette pratique trop courante chez les organismes affréteurs de charters consiste à vendre des billets charter sur des vols déjà complets. Statistiquement, 5 % des voyageurs inscrits ne se présentent pas à l'embarquement : pour assurer la rentabilité maximale, on inscrit donc 5 % — voire 15 ou 20 % — de passages en plus... Quitte à les transférer sur un autre vol si le charter est réellement complet. Ou à les faire attendre une semaine le charter suivant ! Tant pis pour ceux dont les congés ne sont pas élastiques...

A l'origine de cette démocratisation du voyage, le fantastique essor du transport aérien « charter ». Jusqu'où et jusqu'à quand les prix vont-ils baisser ? Un nouveau record vient d'être battu avec la récente initiative d'une compagnie britannique, la « Laker Airways », qui assurera à partir de la mi-août un vol régulier Londres-New-York pour ... 507 francs ! Et un organisme français propose à ses voyageurs un aller-retour Bangkok 1 750 F — au départ d'Amsterdam. Le prix « normal » d'un Paris-Bangkok-Paris étant de 7 700 F.

Mais il y a charter et charter. « On met un peu n'importe quoi sous ce mot », affirme Alain Villedieux, journaliste du mensuel « Partir ». Au sens strict, le charter c'est un avion entièrement affrété par un organisme ou une association qui peut ainsi procurer à ses membres des tarifs très bas puisque le coefficient de remplissage de l'avion avoisine les 100 %. En fait l'appellation « charter » recouvre de plus en plus des formules très diverses. Et pas toujours licites. Leur but : trouver les prix les plus bas possible sur toutes les destinations touristiques.

« Il faut être vraiment très mal informé pour payer le plein tarif », explique un professionnel du voyage. Et la recherche de la meilleure « combine » est devenue le grand jeu des amateurs d'exotisme à bas prix. Un jeu qui nécessite quelque discernement car il s'agit d'une véritable jungle tarifaire. « Le même jour, pour la même destination, dans le même avion il peut y avoir quinze ou vingt tarifs différents », affirme Jacques Maillot, responsable de « Nouvelles Frontières ». Et dans un avion, on s'ennuie un peu... alors on cause et on compare. Et quand un passager a payé 10 000 F son billet pour Tokyo et qu'il constate que son voisin n'a déboursé que 3 800 F il se pose quelques questions. Mais la situation est tout sauf claire. A l'origine des tarifs « discount » la création d'associations de jeunes qui visaient à faire bénéficier leurs adhérents de prix réduits en affrétant des avions spéciaux. Dix ans après ces associations ont grandi et ont pignon sur rue. Elles sont souvent devenues des sociétés : à ce titre elles peuvent réaliser des bénéfices et faire de la publicité. Elles n'ont plus de bénévoles mais des permanents. Et elles ne se limitent plus à affréter des avions spéciaux à date fixe. Elles utilisent tous les moyens légaux — ou moins légaux — pour « casser les prix ».

▶ Vente de billets « affinités » (étudiants, membres d'associations depuis plus de six mois, etc.) à des personnes qui n'y ont pas droit.

▶ Vente de billets « Inclusive tour ». Ces tarifs « I.t. » tout à fait légaux résultent d'accords bilatéraux de pays à pays pour développer le tourisme : le voyageur a droit à un tarif réduit s'il achète en plus des prestations à destination (chambres d'hôtels, location de voiture, etc.). Mais il arrive souvent que ces prestations ne servent que de prétextes au tarif « I.T. »...

▶ Utilisation de la « sur-capacité » des avions sur lignes régulières. Les avions « normaux » ont en effet en moyenne un coefficient de remplissage de 55 %. Reste 45 % de sièges vides. Soucieuses de limiter les dégâts les compagnies d'aviation régulières concluent des accords avec les organismes « charters » pour « solder » ces sièges à moitié ou au tiers du plein tarif. D'où la coexistence dans le même avion, sur un vol régulier, de tarifs fort différents. Et totalement illicites : les compagnies d'aviation sont en effet théoriquement tenues de respecter les prix minima — fort élevés — fixés dans le cadre de l'organisme international de l'Aviation civile, l'I.a.t.a.

« Tout le monde triche », admet un cadre d'Air France. Mais chaque compagnie entend se protéger de ces pratiques « déloyales » — auxquelles chacune participe « ailleurs ». Complices de fait, les compagnies régulières entendent pourtant limiter le plus possible la concurrence des compagnies « charters » et le développement des tarifs dits « préférentiels ». Sur l'Atlantique Nord le système des Vara — vols avec réservation à l'avance — impose aux affréteurs charters de remettre la liste des passagers 45 jours à l'avance. « En fait, personne ne respecte la réglementation, affirme Jacques Maillot. En France ce n'est pas possible, les gens s'inscrivent au dernier moment et on les admet tout de même, même la veille du départ s'il reste de la place. Les pouvoirs publics ferment les yeux et nous disent chaque année : « C'est la dernière année ». Mais depuis un arrêté ministériel de juillet 1976 la chasse aux fraudeurs a été décidée. Les tarifs « préférentiels» accordés en violation des accords I.a.t.a. sont particulièrement visés. Mais la fraude est difficilement décelable ; sur le billet figure le prix normal... même si le voyageur n'en a payé que la moitié à l'agence ! Et les bénéficiaires sont dûment chapitrés pour résister aux « colles » des contrôleurs du Codicaf — une association des transporteurs aériens créée spécialement pour faire respecter les tarifs homologués — qui depuis janvier ont envahi les aéroports français. A la clé des pénalités très sévères sont prévues à l'encontre des compagnies aériennes — et non des voyageurs — prises en flagrant délit (amendes et même séquestration d'avions).

« Les compagnies se donnent des verges pour se battre elles-mêmes », affirme un affréteur de charter. Et la plupart des organismes de charters — les « tours opérators » les

L'avion moins cher

▶ Les compagnies régulières accordent des tarifs préférentiels (3e âge, moins de 26 ans, etc.)

— Air Inter : 12, rue de Castiglione 75001 Paris (tél. 260.36.66), réduction de 50 % aux jeunes.

— Air France Jeunes : 62, rue Monsieur le Prince 75005 Paris (tél. 325.73.95).

— Atitra : 2, rue Rossini, 75009 Paris (tél. 523.00.85).

Association interministérielle, cet organisme propose des réductions de 20 à 50 % aux moins de 28 ans.

▶ Des organismes et agences de voyage affréteurs (ou revendeurs) de voyages « charterisés » :

— Fédération unie des auberges de jeunesse, 6, rue Mesnil 75016 Paris (tél. 553.16.95).

— F.m.v.j.-Voyages, 54, rue des Ecoles 75005 (tél. 633.38.15).

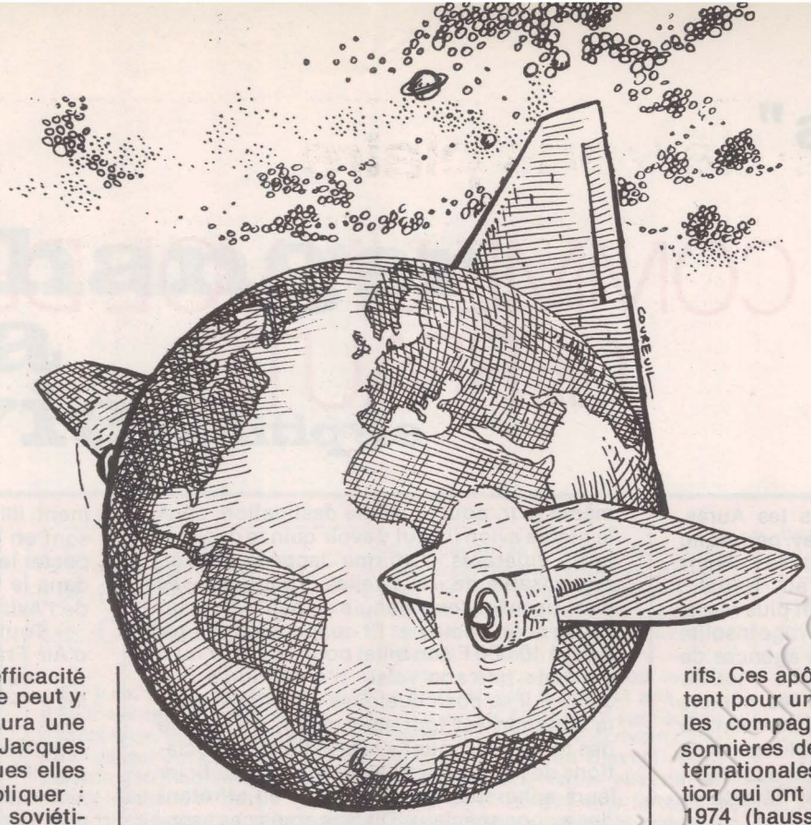
— Fédération Léo-Lagrande, 21, rue de Provence (tél. : 824.63.01).

— Nouvelles frontières : 63, avenue Denfert-Rochereau 75014 Paris (tél. 633.28.91).

— La Centrale des voyageurs (Club « Partir ») 28, rue du Pont-Louis-Philippe 75004 Paris (tél. 277.30.75).

— Le Point de Mulhouse : 2, place Wagram 75017 Paris. Tél. 924.22.58 ou 4, rue des Orphelins 68100 Mulhouse (tél. (89) 42.46.96).

(Ne pas confondre avec « Point 85 » l'un des derniers « canards boiteux » de la profession : cet organisme vient de faire faillite aux dépens de quelque 1 500 voyageurs qui avaient déjà versé le prix de leur billet...)



agences, etc. — ne croient pas à l'efficacité de l'assainissement en cours. « Il ne peut y avoir assainissement tant qu'il y aura une surcapacité des avions », explique Jacques Maillot. Quant aux sanctions prévues elles seront politiquement difficiles à appliquer : comment sanctionner l'Aéroflot soviétique ? ou encore les « pétro-avions » des compagnies arabes — les plus utilisées pour les tarifs préférentiels — dont les gouvernements disposent de l'arme du pétrole. « Si des exemples sont faits il y aura discrimination, affirme un professionnel, on s'attaquera aux compagnies les plus faibles. » Et comment empêcher les organismes affréteurs de faire partir leurs voyageurs d'aéroports étrangers limitrophes — Londres, Amsterdam, etc. — Un recours accru à ce système déjà très utilisé aggraverait encore la situation des aéroports et des transporteurs français.

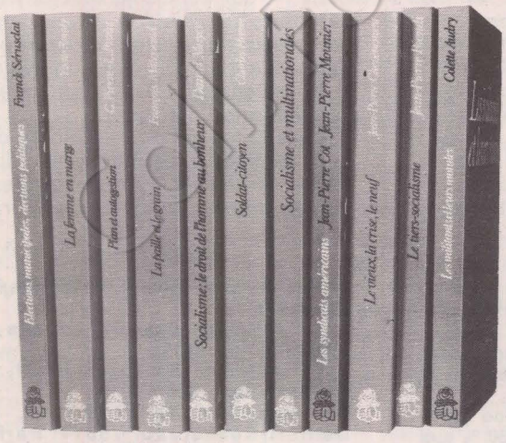
« Il n'y a de solution qu'internationale, affirme le responsable de Nouvelles Frontières. Nous ne sommes pas contre un assainissement du marché mais à condition qu'il y ait concertation. Et que les intérêts des usagers soient préservés. »

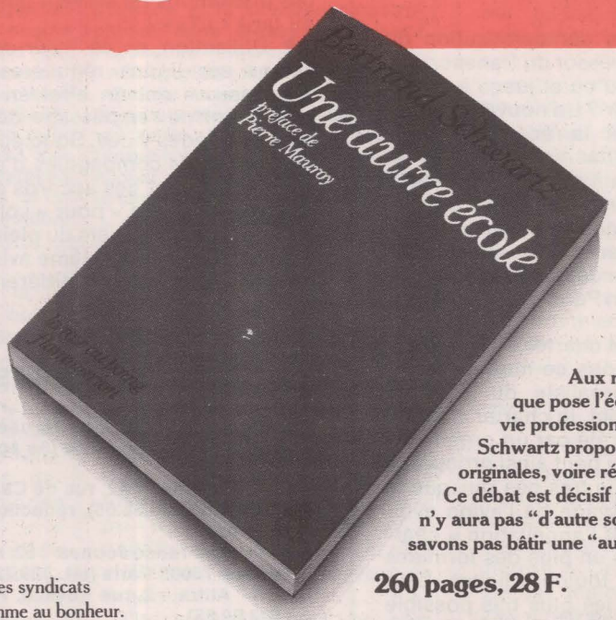
Le problème est loin d'être simple. D'un côté les compagnies et affréteurs charters qui travaillent à la demande et donc à l'économie et peuvent ainsi proposer des bas tarifs. Ces apôtres de la démocratisation militent pour une libre concurrence. De l'autre les compagnies aériennes régulières prisonnières de réglementations tarifaires internationales et surtout de coûts d'exploitation qui ont été multipliés par quatre depuis 1974 (hausse du carburant, maintenance des appareils, contraintes du service public et du « prestige national », etc.). Celles-ci défendent une conception élitiste du transport aérien et souhaitent contraindre les organismes charters à une stricte réglementation. Entre ces deux conceptions, la bagarre ne fait que commencer. En attendant il est encore temps de profiter de l'anarchie tarifaire pour prendre un billet d'avion au prix « cassé ». Cela ne durera peut-être pas toujours.

MARIE-JOSE BERNARDOT

La rose au poing : le 12e livre.

Flammarion.





Synergie, K&E

Aux nombreux problèmes que pose l'école, de l'enfance à la vie professionnelle, Bertrand Schwartz propose des solutions originales, voire révolutionnaires. Ce débat est décisif pour les socialistes: il n'y aura pas "d'autre société" si nous ne savons pas bâtir une "autre école".

260 pages, 28 F.

FLAMMARION

Déjà parus dans la collection "La rose au poing":
C. Audry: Les militants et leurs morales. **J.-P. Biondi:** Le tiers-socialisme.
J.-P. Chevenement: Le vieux, la crise, le neuf. **J.-P. Cot et J.-P. Mounier:** Les syndicats américains. **C. Hernu:** Soldat-citoyen. **D. Mayer:** Socialisme: le droit de l'homme au bonheur.
F. Mitterrand: La paille et le grain. **C. Pierre et L. Praire:** Plan et autogestion.
Y. Roudy: La femme en marge. **F. Sérusclat:** Elections municipales, élections politiques.
Colloque de la Fédération de Paris: Socialisme et multinationales.

La rose au poing : La pensée socialiste dans l'actualité.

Au risque de vous plaire



Disques

CLASSIQUES

*** César Franck : Le chasseur maudit - Nocturne - Psyché. C. Ludwig, orchestre de Paris, Daniel Barenboïm (Deutsche Grammophon D.G. 1530 771).**

On a raison de dire que dans la production de ce musicien trop méconnu, la musique de chambre est la plus intéressante et la plus personnelle, surtout si l'on y inclut l'admirable « Prélude, chorale et fugue ». « Psyché » et « Le chasseur maudit », poèmes symphoniques, à l'ambition orchestrale plus vaste, n'échappent pas toujours à une certaine lourdeur post-wagnérienne encore que le second ait, à sa manière, un entrain qui pourrait en faire une œuvre populaire. On mesure le travail de Barenboïm à la tête de l'Orchestre de Paris dont les résultats ne sont pas toujours aussi évidents qu'ici.

*** Musique pour flûte et piano. I. Matiez et Z. Burkö (Hungaroton SLPX 11685).**

Les interprètes hongrois attaquent. Peut-être n'ont-ils pas encore fourni de super-vedettes, mais, à l'affût, plus rien ne leur échappe. Récemment la musique de chambre de Brahms revivait grâce à leur sensibilité ; ici, dans ce disque frais, deux solistes déjà assurés jouent Olivier Messiaen (oiseaux et Debussy se mêlent) ; la très savante sonatine qu'écrivit un Boulez jeune, friand de sonorités ; une ballade bien classique de F. Martin et la sonate n° 2 de Prokofiev, œuvre mineure mais pleine d'allant et d'humour. Un disque qui met en appétit mais dont le pressage laisse à désirer.

*** Mendelssohn : Symphonies 1 et 5. Orchestre philharmonique de Vienne. (C. von Dohnany Decca SXL 6858).**

Héroïsme et fougue juvénile donnent un punch à la première symphonie, œuvre fort inégale, mais ici enlevée par l'orchestre philharmonique de Vienne, mené tambour battant par C. von Dohnany. Les digues ont craqué. Avec la 5e « Réformation », on quitte le classicisme étroit pour s'aventurer du côté de Wagner et d'un certain post-romantisme. Un beau disque pour une musique qui n'a pas l'originalité des plus grands.

*** Charles Ives - 4e symphonie - Central Park in the dark. Orchestre symphonique de Boston S. Ozawa (Deutsche Grammophon D.C. 2530 787).**

Si la musique classique américaine est un cas, Charles Ives en est le cas le plus éloquent. Remplissant les fonctions de Debussy, Ravel, Schoenberg, Prokofiev, voire Varese, il cumule en même temps qu'il réinvente et dépasse les héritages. Dans une discographie encore limitée en France, cette 4e symphonie apparaît tout à la fois dans une dimension de simplicité cocasse et de nostalgie qui illustre la fascination et le rejet de la civilisation américaine urbaine. L'orchestre de Boston est la merveille que l'on sait et le tempérament d'Ozawa est parfaitement adapté à cette œuvre qui s'inscrit hors des sentiers battus.

*** François Dufaut : Pièces de luth. Astrée AS 15 (W) - Luth : Hopkinson Smith.**

François Dufaut, musicien français du XVIIe siècle, fut un des plus grands luthistes de son temps. Les pièces réunies ici offrent un bon aperçu de son style, à la fois profond et pathétique. L'interprétation de Hopkinson Smith, jouant sur un luth italien de 1644, est remarquable.

● L'art de la vielle à archet. Julien Skowron : Arlon Arn 36358.

Julien Skowron, co-fondateur des « Ménestriers » et soliste dans des formations de musique ancienne, joue des danses et des mélodies des XIIIe, XIVe, XVe et XVIe siècles. On s'attachera à ce disque autant pour le choix des pièces que pour la découverte de la vielle, instrument à cordes et archet resté trop méconnu.

*** Jean-Baptiste Lulli : Dies Irae Miserere - Solistes et ensemble A cœur joie de Valence - Orchestre Jean-François Paillard - Erato STU 70940.**

L'art officiel résiste rarement à la sanction des siècles. Musique déclamatoire, pour ne pas dire péremptoire où l'on éprouve très vite un sentiment de vide et de tromperie. Le grand Couperin ou certaines œuvres de Charpentier sont, dans le domaine sacré, à cent coudées au-dessus. Toutefois pour ceux des amateurs qui apprécieraient cette musique à signaler que le disque en question est vendu 40 F au lieu de 49,50 F.

*** Ernest Chausson : Symphonie-Soir de fête - Orchestre du Capitole de Toulouse - M. Plasson - Voix de son maître VSM 2 C 069-140 86.**

D'où vient cette musique ? Lyrisme ample, romantisme puissant mais discret (nous sommes à la fin du XIXe siècle), le tout non sans jeu sinon sans humour. Etonnant compositeur que ce Chausson qui n'écrivit que 16 ans pour la musique. Sa symphonie est à coup sûr un chef-d'œuvre. On en connaissait une version déjà ancienne par Ansermet et l'orchestre de la Suisse romande, interprétation aussi sacrée qu'aérienne. Celle de Plasson est inégale, car inégal le maintien de l'équilibre entre le bucolique, le tragique et le charme ; et la pâte orchestrale est plus incontestable chez Ansermet qu'ici. En tout cas un disque indispensable, avec en prime « Soir de fête », pièce plus mineure par où Verlaine semble être passé.

*** Paul Dukas : L'apprenti sorcier - Symphonie - Orchestre philharmonique de Londres. W. Weller-Decca 7383.**

Pour « l'Apprenti » mieux vaut se reporter à J. Martinon. Ici où est le suspense ? Trop léger, trop vite et défaut de lyrisme. En revanche la très belle symphonie qui tourne autour de Debusssy et de l'écriture classique (quelle foi encore dans ce type de forme !), musique rare et soignée, est une œuvre trop rarement jouée pour que l'on ne marque pas ce disque d'une pierre blanche. A noter le très beau mouvement lent : comme une sorte de secret caché derrière la raison et la clarté. Dukas, qui, à la fin de sa vie détruisit la plupart de ses productions nous a probablement privés de pages de cette qualité.

CHANTS DU MONDE ENTIER

*** Los Incas : Rio Abierto (L'Escargot ESC 343, distribution CBS).**

« Rio Abierto » signifie « fleuve ouvert ». Il y coule des musiques de l'Argentine, du Pérou, de l'Equateur et de la Bolivie, des chants traditionnels pour un cri d'aujourd'hui.

*** Les étoiles; piratas do sentimento (R.c.a. PL 37034).**

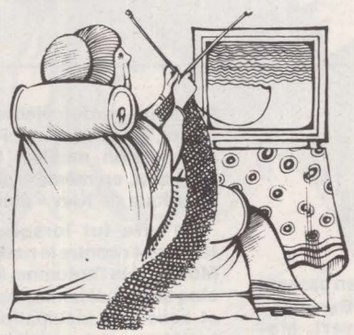
Rolando et Luiz Antonio, deux chanteurs travestis et maquillés, qui, par la folie de leur musique, essaient de rendre la fureur sanglante de leur pays : le Brésil.

*** Roger Mason : Guitare Cajun (Le Chant du Monde LDX 74624).**

« Comme le homard qui se transforme en écrevisse, les Acadiens se sont transformés en Cajuns pendant leur voyage du Canada en Louisiane, ce voyage célèbre qui est connu sous le nom du « Grand dérangement ». La définition de Mason est parfaitement exacte. Son illustration musicale est tout aussi parfaite : l'âme cajun y revit tout entière.

*** Vladimir Vissotsky : Nous faisons tourner la terre (R.c.a. PL 37029).**

C'est le deuxième disque de Vissotsky qui paraît en France en quelques mois. C'est Maxime Le Forestier qui le présente : « Vissotsky, c'est un nom qu'on entend beaucoup en Union soviétique. Moins à la radio que dans les maisons, dans les cœurs, dans l'air du temps ». Vissotsky, vous l'avez compris, n'a pas là-bas un statut de chanteur officiel. Il chante « en état d'urgence ». En France on n'est pas obligé de l'écouter en douce. Profitez-en !



Télévision

VENDREDI 1er JUILLET

Cyclisme : le Tour de France (19 h 45, T.f.1 et A 2).

Une orpheline, un noble amoureux, un inquiétant ecclésiastique... « L'Italien ou Le confessionnal des pénitents noirs », premier épisode d'une fine fleur du mélo (20 h 30, A 2).

Au magazine Service public : chiens et chats (20 h 30, F.r.3).

« Le climat et les hommes » dans la série Mystères de la Terre : la météo devient-elle folle ? (21 h 30, F.r.3).

Un des plus féroces et des plus drôles films de W.C Fields : « Les joies de la famille » (22 h 55, A 2).

SAMEDI 2

Aux Samedis de l'Histoire : « La banqueroute de Law », préparée par Edgar et Lucie Faure (20 h 30, F.r.3).

Tennis : le tournoi de Wimbledon (22 h 25, T.f.1).

Evelyne Sullerot, Michel Cépède, Louis Périllier, etc., dans une enquête de France-Culture : un gouvernement mondial est-il possible ? (14 h 05).

DIMANCHE 3

Festival d'un des acteurs français les plus cotés de l'avant-guerre : Harry Baur dans le premier épisode des « Misérables » (17 h 30, T.f.1), puis dans le « Samson » de Maurice Tourneur (22 h 30, F.r.3).

Football : Belo Horizonte (Brésil) contre France (22 h 45, A 2).

Valéry Giscard d'Estaing au Club de la presse (19 h, Europe 1).

LUNDI 4

« Les inconnus dans la ville » : le réalisateur Richard Fleischer, les comédiens Victor Mature et Lee Marvin ou le comble du professionnalisme... (20 h 30, T.f.1).

Alain Decaux raconte : l'incendie du Reichstag (21 h 55, A 2).

Entretiens avec Léopold-Sédar Senghor, en rediffusion (22 h 30, France-Culture).

MARDI 5

Un débat au thème prometteur — « Quand la médecine devient un commerce » — après le film de Jacques Rouffio et Georges Conchon, « Sept morts sur ordonnance », avec Piccoli, Depardieu et Vanel (20 h 30, A 2).

MERCREDI 6

Les difficultés et les drames de ceux qui reviennent du front : « Le retour du héros », un film de Daniel Petrie dans l'Amérique de 1945 (20 h 30, F.r.3).

JEUDI 7

« Monsieur Klebs et Rozalie », comédie de René de Obaldia, dans la version montée au théâtre de l'Œuvre avec Michel Bouquet (20 h 30, A 2).

Jean-Claude Brialy entremetteur en scène des « Volets clos » : la « maison » accueillante de Mme Aurore... (20 h 30, F.r.3).

● La Fédération de la Haute-Loire du Parti socialiste étudiera toutes propositions de groupes folkloriques, jazz, pop music, pour participation à la fête départementale du Parti socialiste qui aura lieu le dimanche 25 septembre 1977 à Brioude.

Ecrire avant la fin du mois de juillet à Louis Coudert, rue Jean-Macé, 43100 Brioude, en mentionnant le programme proposé et les conditions.

L'AMERIQUE DES PERDANTS

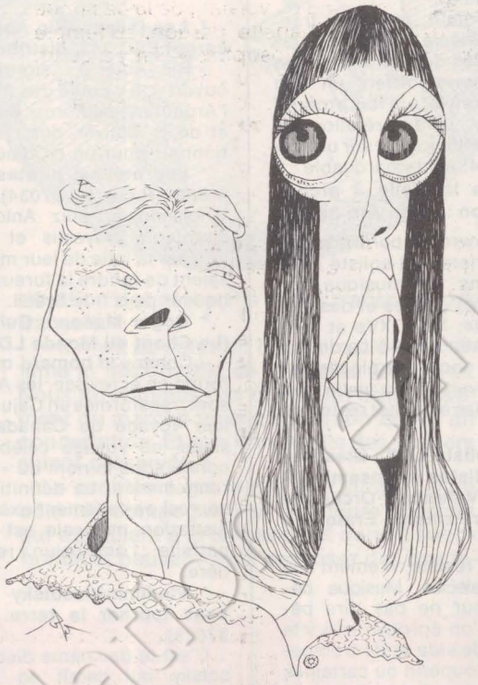
Peut-on chercher un pays dans les yeux de ses filles ? Si oui, les films qui nous arrivent d'outre-Atlantique ces temps-ci sont pleins de signes qui, au fond des prunelles de l'« American girl », révèlent les Etats-Unis des années 70.

Par exemple Millie, l'aide-soignante au regard immense de la dernière œuvre de Robert Altman. Bien sûr, on ne peut ramener à cela le si riche « Trois femmes », admirable et angoissant film-rêve sur la métamorphose, aussi plein de reflets, de doubles, de miroirs que le méconnu « Images » du même Altman. N'empêche que le personnage de Millie (pour lequel Shelley Duvall a été couronnée au festival de Cannes), cette « nana » à la cervelle en petit pois, rêve sa vie — dans le style des magazines féminins les plus aliénants — dans le décor « tellement américain » du faux saloon jouxtant un faux ranch, entourée de faux cow-boys dont la suite nous montrera qu'ils sont aussi de faux hommes.

Normal, tout ça : on est en Californie et Millie adapte son rêve à l'environnement westernien que lui offre ce bord de désert. Lorsqu'en revanche l'« American girl » habite Seattle, la grande cité automobile tout là-haut au Nord-Ouest, elle trouve une autre incarnation à son rêve : tout naturellement, la voiture.

Oh ! pas n'importe quelle voiture... Dandy, la protagoniste de « Vol à la tire », de Jerry Schatzberg, n'en est pas à la fringale élémentaire de l'embrayage : des bagnoles, ça fait bien longtemps que cette délinquante exercée en vole dans toute la région. Non : ce que veut Dandy, confie-t-elle à ses trois amis — un dadais, un jeune Noir aussi dénué qu'elle de scrupules, un avocat idéaliste — c'est se payer cash la Ferrari qui a envahi ses songes, celle qui rend vraiment indépendante et dont les flics n'osent jamais interpeller le conducteur. Pour arriver à cette apothéose légale, il faut évidemment passer par l'illégalité d'escroqueries en chaîne et d'un vol à répétition. Mais on a de l'astuce quand on vit ainsi en marginale des faubourgs pouilleux de la grande ville. Et qu'on à l'œil acéré de Stockard Channing, à coup sûr une bientôt grande actrice — qu'on peut voir aussi dans « Le bus en folie » un véhicule comique qui hélas ! pèse des tonnes et dont les gags partent rarement au quart de tour...

Ce n'est pas la première fois que Schatzberg regarde vivre un perdant, un paumé. De tous les cinéastes américains qui, courageusement, vont à contre-courant de la magnification cinématographique des



Sissy Spacek et Shelley Duvall.





Stockard Channing.

ARRACHER PARADJANOV AU CAMP DE TRAVAIL

De René Allio à Romain Weingarten en passant par Astruc, Boisset, Jean-Louis Barrault, Alain Cuny, Gélin, Pierre Prévert, Madeleine Renaud, Resnais, Truffaut, Tavernier et bien d'autres, ils sont déjà 320 hommes et femmes de spectacle à avoir signé pour réclamer la libération du cinéaste soviétique Serge Paradjanov, l'auteur des « Chevaux de feu ».

Si Paradjanov est aujourd'hui en camp de détention, c'est l'aboutissement d'une longue chute. Cinq ans durant, on lui avait refusé tous ses scénarios avant qu'il puisse enfin tourner son deuxième film, « La fleur du grenadier » (alias « Couleur de grenade »), sur l'œuvre de Sayat Nova, un barde célèbre du Caucase. Ce film lui-même, après une mini-diffusion moscovite dans une version mutilée, fut très vite mis sous le boisseau, en même temps que son court métrage « Fresque de Kiev » était interdit.

Le pire fut lorsque Paradjanov refusa de témoigner contre le nationaliste ukrainien Valentin Moroz : dès l'automne, il était arrêté et condamné à cinq ans de détention après un procès... à huis clos et sous une inculpation étonnamment variable : tantôt pour homosexualité, tantôt pour trafic d'icônes, tantôt — version ambassade soviétique à Paris — pour « violation de femmes et d'enfants ». Le motif inavoué étant l'attrait de Paradjanov pour les cultures nationales et, plus largement, son péché de déviance.

Aujourd'hui, les choses pressent : dans le camp où est enfermé le grand cinéaste, sa santé s'est beaucoup détériorée. Et l'on craint également un nouveau procès ou une prolongation de sa peine. Voilà pourquoi les initiatives se multiplient en sa faveur. Dans le Midi de la France, un collectif Paradjanov a recueilli 4 000 signatures, présentées ensuite aux négociateurs français de la conférence de Belgrade.

Pour sa part, le Comité international contre la répression continue à allonger la liste des « 320 » (signatures et contributions financières : Jean-Jacques Marie, 111, rue de Reuilly, app. 2 A 2, Paris 12e), qu'il va transmettre ces jours-ci à l'ambassade. Des contacts, avec notamment le comité-frère américain, qu'anime Burt Lancaster, doivent aboutir en septembre à un appel international.

Leonid Pliouchtch et le comité pensent aussi que la diffusion de l'œuvre interdite de Paradjanov est un moyen priviligié de populariser son cas : le 15 juin, à l'Olympic, une triple projection d'une copie clandestine de « La fleur du grenadier » a donné le départ. Si avant septembre Moscou n'accepte pas la suggestion du comité de libérer le film et d'assurer officiellement sa distribution internationale, il organisera sa diffusion en France — avec l'espoir que, d'ici là, Paradjanov aura été arraché au camp de travail.

changer la vie culturelle

SACRÉ CÈNE

réussites sociales individuelles, il est peut-être le plus constant depuis six ans qu'il tourne. Avait-il compris qu'il est peut-être trop facile de décrire une chute lorsque votre héroïne tombe d'aussi haut que le mannequin vedette de « Portrait d'une enfant déchue » ? Toujours est-il que ceux auxquels il s'intéressa avec « Panique à Needle Park » et « L'épouvantail » n'étaient plus que le tout-venant du marginalisme : les misérables drogués new-yorkais et les demi-clochards des grand-routes de l'Est américain.

Sans doute qu'il restait de la tendresse à Schatzberg après en avoir donné à Bobby et Helen, à Max et Lion : il en nourrit Dandy, avec juste ce qu'il faut d'humour pour ne pas être totalement dupe et juste cette discrétion de ton qui, aux gens trop pressés, fait paraître terne son style et anodines ses intentions.

Celles-ci, pourtant, méritent mieux. Car ce dont il s'agit ici, ce n'est pas du « portrait d'une enfant déchue », mais de celui d'une enfant aliénée. Sans qu'il ait besoin d'appuyer l'effet, on voit bien quel procès il instruit — le film a failli s'appeler « U.S. Steel » — à travers l'histoire de cette marginale, inconsciente presque jusqu'au bout de cette grande duperie : sa contestation de la consommation renvoie à la consommation ; et son grand dessein — même rêvé « autrement » — renvoie au mythe de la voiture symbole de réussite sociale. Il faudra les dernières images pour tout remettre à sa vraie place...

On comprend que « Vol à la tire » n'ait pas fait un bruit de tonnerre à Cannes en 1976. On conçoit encore mieux que les distributeurs américains ne se hâtent pas de le diffuser aux Etats-Unis, où il est toujours inédit. Mais on concevrait mal qu'en France il ne réussisse pas à rencontrer un public qui n'estime pas le subversif d'une œuvre au nombre de drapeaux rouges déployés.

SERGE RICHARD

NOUVEAU

Au 94 rue Saint-Lazare à Paris

LA TIRELIRE

Distribution de Prêt à-Porter féminin

Vente directe

Epargnez en nous rendant visite

Conditions intéressantes pour Comités d'entreprise. Nous consulter. Tél. 874.56.94.

« Quand j'ai envie de rire, dit Dieu, je vais voir Maurice Clavel. »

Il s'y rend en voisin ; de la basilique de Vézelay à la chapelle, pardon, au temple des « nouveaux philosophes », il n'y a qu'un pas. Assis dans la cuisine, le Seigneur écoute le Maître et la bonne humeur lui revient. Sans le respect qu'il se doit, il se taperait même sur les cuisses, tant le spectacle (le 4 juillet, à 22 h, sur T.f.1) le divertit. Par exemple, lorsque Maurice Clavel évoque sa première rencontre, avec le général de Gaulle, devant la cathédrale de Chartres : « Il me prend dans ses bras, il m'enlace... j'étais sur le point de m'évanouir. Pensez, à vingt-deux ans, être enlacé et traîné par le général sur une bonne trentaine de mètres ! » Ou lorsqu'il présente ses disciples, les bienheureux Lardreau et Jambet, auteurs de « L'Ange » : « Des garçons qui sont plus forts que moi, même en philosophie ». Ou lorsqu'il revendique en toute modestie le titre de « journaliste transcendental ».

« Bien sûr, pense Dieu, ce n'est pas sérieux. Mais les occasions de prendre son pied sont si rares. Et puis, le Tout-Paris ne parle que de ça ». Dans la presse, à la radio, à la télé, ceux qui se prétendent à gauche de la gauche discutent en permanence. Ils sont tous prophètes, tous universitaires, et s'accordent pour dénoncer les dangers du pouvoir et du savoir. A l'heure où la droite semble condamnée à l'alternance, ils boudent la relève, sonnent l'alarme, se barricadent dans l'intransigeance. Au nom de Mai 68 pour les uns, d'un maoïsme déçu pour les autres, ils prêchent la révolution culturelle, appellent à la méfiance absolue, prêtent au désespoir un effet libérateur. Pour le chômeur ou le smicard qui attend, de la gauche un peu plus de justice sociale, un tel pessimisme relève de la démission et sent son privilégié.

« Après la libération, raconte Clavel, j'ai fait, sous l'influence de Malraux, un bref passage au R.p.f., mais il y avait trop de manteaux de fourrure, trop de visons, à mon goût. »

« Et ta canadienne ? bougonne le cochon de téléspectateur. Elle est en quoi ? En cuir doublé de mouton. Ce n'est pas donné non plus. Et ta belle grande maison de Vézelay ? On ne te la reproche pas, on s'étonne seulement d'entendre tes fidèles te traiter de « vir ecclesiasticus », homme d'église, et on te conteste le droit de mépriser les gagne-petits de la société de consommation. »

Clavel III et ses neveux, par Coureuil, d'après Le Titien.



L'AMERIQUE DES PERDANTS

A la table de Clavel, Dieu retrouve le décor familier de la Sainte Cène. Les apôtres ne sont encore qu'une demi-douzaine, du révérend père Foucault à Glucksmann, l'enfant terrible, en passant par Sollers, le pécheur repenti et les évangélistes Jambet et Lardreau. Ils parlent « l'agrégé », s'inquiètent des moyens de « dissoudre la dissolution » et attribuent au maître de logis une place de « charnière » ou de « fracture de notre socle culturel ». Il en paraît ravi, tant mieux. Planté devant les remparts de la ville ou déchiffrant l'avenir dans le marc de sa tasse de café, il guette le soulèvement des futurs Rimbaud qui somnolent encore sur les bancs du lycée, mais qui s'écrieront « C'est ça ! », dès que la grâce les aura touchés. Marginaux de tous les pays, unissez-vous ! Clavel vous presse de redécouvrir « le sens de l'horreur et de l'honneur », Glucksmann affirme que ce sont les plus humbles d'entre vous, « les drogués émergeant de la panade juste le temps d'une manif' », qui ont mis fin à la guerre du Vietnam, Sollers vous mobilise contre « la politique et ses morts vivants au service de la momie embaumée de Lénine ou de Mao » et Foucault, plus énigmatique, vous invite à « redistribuer le jeu du possible et de l'impossible dans un savoir donné ».

Un peu ahuri, Dieu entend Son Nom mentionné plusieurs fois et reconnaît des phrases, empruntées à Ses Œuvres (« Au commencement était le verbe », répètent les linguistes), mais Il soupçonne les « nouveaux philosophes » de les interpréter à leur guise. Dans quel but ? Par goût des jeux de l'esprit ? « Ah non ! proteste Clavel, nous ne sommes pas des intellos ! » On aurait pu s'y tromper. Ils font tant de bruit, écrivent tant de livres et d'articles, s'agitent si fougueusement sur le devant de la scène, qu'ils épatent les bonnes gens. Mais que restera-t-il de ce flot d'éloquence ? De ces réquisitoires, de ces anathèmes qu'ils lancent à l'aveuglette et qui, parfois, atteignent leur cible, sans l'ébranler pour autant ? Car pour chasser la menace du Goulag ou de toute autre forme d'oppression, il faut plus que des mots ou des gestes.

GABRIELLE ROLIN

Y A D'L'ABUS !

● **Le 24 juin, devant l'Assemblée nationale légèrement ahurie, François Poncelet, chargé des relations avec le Parlement, a dressé un bilan enthousiaste de la réforme de la télévision. Qui parle de chômage, de censure, de gaspillage, d'incurie ? Pourquoi diable le Président de la République en personne déplore-t-il la pauvreté des créations ? Et le haut conseil de l'audiovisuel juge-t-il nécessaire de repenser les responsabilités des cinq organismes nés de l'O.r.t.f. ? Pour Poncelet notre télé n'a de leçon de liberté, d'imagination ou de gestion économique à recevoir de personne. Où se trouvait cet heureux homme le lundi 20 juin, lorsque le gouvernement interdit au pied levé la Tribune libre qu'André Glucksmann avait consacrée aux dissidents soviétiques ? Et que pense Poncelet de l'affaire Jammot-Dupuy ?**

● **Que s'est-il passé exactement ? Ne comptez pas sur les bulletins d'informations officielles pour vous le révéler ? Le scandale a pris naissance à la Société des Gens de lettres qui porte plainte en abus de confiance et escroquerie contre son directeur administratif, Robert Dupuy, coupable, selon elle, d'avoir versé la bagatelle de 2 400 000 F à la Société Armand Jammot, producteur en tous genres. Ce dernier affirme avoir réparti la manne entre ses collaborateurs. Mais chacun sait par où commence charité bien ordonnée et pendant que les intermédiaires s'engraissent les véritables auteurs claquent du bec.**

● **« On voit plus de vieux alcooliques que de vieux médecins », « Si vous supprimez brusquement le pastis à quelqu'un, il tombera gravement malade », « Les hôpitaux sont encombrés de Musulmans et ces gens-là ne boivent jamais d'alcool », etc. Ainsi parlait Ricard (A.2 le 27 juin) le Saint Patron des cirrhotiques. Mais peut-être avait-il un verre dans le nez ?**

● **La veille de son accession à l'indépendance, Djibouti n'a pas encore d'hymne national. Dare-dare, on invite les talents à se faire connaître. Une pianiste française propose un morceau qui tient de la pavane et du requiem (sur T.f. 1 le 25 juin). « Ce n'est pas très africain », lui dit-on. Et la brave dame de répondre : « Dès que j'ai su qu'il y avait un concours, j'ai composé, sans attendre l'inspiration ».**

BULLETIN D'ABONNEMENT
A RETOURNER
41 BOULEVARD MAGENTA 75010 PARIS

Je soussigné .....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à l'UNITE :

▶ abonnement d'un an (135 F) ☐

▶ abonnement de six mois (80 F) ☐

et vous adresse la somme correspondante par chèque bancaire ☐
par chèque postal ou virement au CCP l'UNITE 3034980 La Source ☐

Date Signature

L'unité

Rédaction : 12, cité Malesherbes
75009 Paris - Tél. 878.40.73

Administration : 41, bd de Magenta
75010 Paris - Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Serge Richard
Nicole Chaillot, Guy Perrimond

REDACTION
Robert Butheau, Marie-José Bernardot, Christine Cottin, Georges Frameries, Claude Fuzier, Frédérique de Gravelaine, Michèle Kespi-Backmann, Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Mulle ,Francis Pisani, Emmanuèle Plas, Jean-Loup Revérier, Maurice Séveno, Antoine Violet.

DOCUMENTATION
Véronique Neiertz

DESSINS
Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Teich, Lacroux.

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : René Skoblinsky, 12 Cité Malesherbes - Tél. : 878.40.73
Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité
Cadet Photocomposition - 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76 - Yvetot

changer la vie culturelle

Musique
DANS LES RUES D'AIX

Le programme 1977 de « Musique dans la rue » est commencé depuis le 19 juin. Il se poursuivra à Aix-en-Provence jusqu'au 3 juillet. Dans cette ville de grande tradition musicale cette manifestation constitue un événement annuel (depuis 1971) exceptionnel... puisque tous les concerts sont absolument gratuits. Ce qui ne veut pas dire qu'ils soient de piètre qualité. Au contraire ! Ne citons que les moments forts : à l'occasion de l'année Beethoven le Quatuor Bernede interprète l'intégrale des quatuors de Beethoven ; plusieurs dizaines de concerts sont consacrés à la musique ancienne (Moyen Age et Renaissance) ; deux créations mondiales sont à l'affiche : « Les murs ont la parole» de Louis Sager et « Migration » de Paul Sauvanet ; trois journées sont consacrées à des concerts maghrébins par des ensembles algériens, marocains et tunisiens ; etc. A l'affiche on trouve aussi bien Mozart, Schoenberg, Milhaud, Bach. Brahms, Rameau, Fauré, Maderna, Bério que du bluegrass, du jazz sud-américain et du folk. Pour tous renseignements on peut s'adresser au Relais culturel d'Aix-en-Provence qui fut à l'origine de « Musique dans la rue » et en reste l'âme : téléphone (42) 26.34.55 ou 26.72.98.

Café-théâtre
FONT ET VAL QUI RIENT...

On dit Font et Val comme on disait Darras et Noiret. Ou Patrick Font et Philipe Val comme Roger Pierre et Jean-Marc Thibault. Mais là s'arrête la ressemblance, Font et Val giflent avec insolence. Leur humour relève plus de la moulinette de Jean-Christophe Averty ou de la trappe du Père Ubu que des gaudrioles de Coluche. Ils présentent un nouveau spectacle au Théâtre de Dix Heures (36, Boulevard de Clichy, Paris 18e) jusqu'au 20 juillet. C'est là qu'ils se sont rencontrés, en 1972, alors qu'ils faisaient un numéro chacun de leur côté. Depuis, ils ont monté ensemble « En ce temps-là les gens mouraient », « Sainte Jeanne du Larzac » et « La Démocratie est avancée ». A ceux qui, devant le déluge irrévérencieux et irrespectueux de Font et Val, se demandent s'ils ont bien choisi leur camp, on peut proposer une revue de presse : les journaux de droite n'ont apprécié aucun de leurs spectacles.

Cinéma
UN VRAI MUSICIEN DE FILMS

L'un des films qui surprennent le plus les spectateurs de l'actuel festival « Un demi-siècle de cinéma soviétique », c'est cette éblouissante œuvre muette de Gregori Kozintzev et Leonid Trauberg sur la Commune de Paris : « La nouvelle Babylone ». Qui rendra justice à ce film tout à tour démoli par la critique stalinienne et saboté par les distributeurs ? Alors qu'il est à la fois historiquement important — comme témoignage de l'école Feks, la « Fabrique de l'acteur excentrique » — et cinématographiquement très riche, avec des images et des rythmes souvent dignes d'Eisenstein.

Ce qui manque cruellement, à chaque projection, c'est la musique que Dimitri Chostakovitch a donnée à « La nouvelle Babylone » et qu'on ne peut entendre qu'exceptionnellement, comme il y a quelques mois grâce à Marius Constant : pendant que le film passait sur l'écran du Théâtre de la Ville, Ars Nova la jouait sur la scène, juste en dessous. L'émouvante, la drôle, la tragique partition que voilà, pareille à nulle autre ! Elle confirme que Chostakovitch est un grand musicien de cinéma. Choquera-t-on certains mélomanes en hasardant qu'il l'est même lorsqu'il n'écrit pas pour le film ? Pour nous, cela ne le rabaisse pas, il s'en faut.

C'est en tout cas l'impression que donnent plusieurs des œuvres que le Chant du Monde vient de regrouper en coffret. C'est le même regard que celui des réalisateurs soviétiques qui se pose ainsi sur le tableau coloré de Leningrad dans la paix et dans la guerre que donne la 7e symphonie (LDX 78595-96), composée sous les bombes en 1941. De même a-t-on souvent souligné ce qu'avait de « visuel » sinon de cinématographique toute une partie de la 11e symphonie (LDX 78577) décrivant l'immense et déserte place du Palais à Saint-Petersbourg, avant que le dimanche sanglant de 1905 ne la jonche de cadavres. Et l'œil de Chostakovitch ne descend-il pas comme une caméra jusqu'au plus sombre du cachot où gît le poète de sa 14e symphonie (LDX 78554, avec Galina Vichnievskaia et Rechetine, direction de Rostropovitch) ?

On voudrait bien, en tout cas, que la discographie de Chostakovitch s'enrichisse de sa « Nouvelle Babylone » — il paraît que le projet est en marche à Moscou — et, pourquoi pas, de ce qui passe pour son chef-d'œuvre de ciné-musique (« Seule », autre film de Kozintzev et Trauberg), sinon de tout ce qu'il a écrit pour le cinéma.

S.R.

Livres
DISPONIBLES AU CLUB

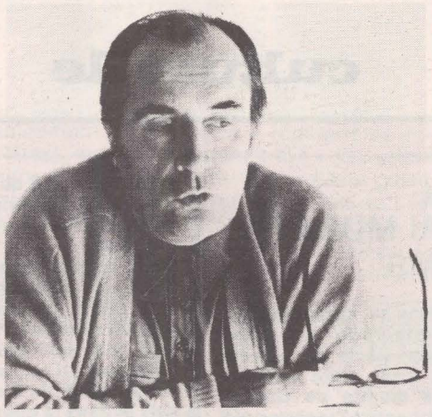
Le Club socialiste du Livre (5, rue Viollet-le-Duc, Paris 9e) vient de sortir un nouveau catalogue. De quoi occuper quelques soirées de vacances. De quoi rattraper le retard pris au cours de l'année de travail dans les lectures politiques indispensables. D'abord une série de volumes placés sous le signe « Réflexion » : « Pratique militante et écrits d'un ouvrier communard » d'Eugène Varlin (Maspero), « La classe ouvrière » de Jean-Jaurès (Maspero), « La gauche en France depuis 1900 » de Jean Touchard (Le Seuil), « Les collaborateurs » de Pascal Ory (Le Seuil), « Un éveil » d'Annie Desgranges (Fayard), « Bruits » de Jacques Attali (P.u.f.). Sous l'appellation « Société » on trouve : « Le dossier Hersant » de Nicolas Brimo (Maspero), « Stratégie pour les femmes » de Jeannette Laot (Stock), « L'éducation populaire » de Jean Laurain (Editions de correspondance municipale), « Les patrons » de Harris et Sédouy (Le Seuil) et « Les truands du patronat» de Marcel Caille (Editions sociales). Et dans la série « La gauche bientôt... » : « Chroniques d'attente » de Charles Hernu (Téma), « Si demain la gauche » de Gaston Defferre (Robert Laffont), « François Mitterrand ou la tentation de l'Histoire » de Franz-Olivier Giesbert (Le Seuil) et « Les socialistes, les communistes et les autres » de Jean-Pierre Chevènement. Le Club propose également deux ouvrages de la collection « Face à face » aux Editions Balland : « Réformer la démocratie » d'André Chandernagor et Alexandre Sanguinetti, « Le service militaire » de Jean-Pierre Chevènement et Pierre Messmer. Enfin les deux dernières parutions de la collection « La rose au poing » chez Flammarion : « Les syndicats américains » de Jean-Pierre Cot et Jean-Pierre Mounier, « Une autre école » de Bertrand Schwartz.

Photo
MISE AU POINT

Ils sont toute une équipe à s'être agglomérés autour de l'association Dia 77, réunis par un même goût de la photo, de l'image. Et par une même série de refus : du commercialisme, du vedettariat, de l'élitisme si fréquents dans ce domaine. Il faut voir ce qu'ils font dans leur galerie-atelier - forum de la rue des Pins, à Fontainebleau, ou dans les albums qu'ils ont consacrés à des thèmes : les matadors (avec un texte de Pierre Bourgeade), l'U.r.s.s., le métro, Harley-Davidson, etc.

Mais ils sont plus ambitieux encore : ils ont lancé « Mise au point », une revue photo — ou mieux : une revue image, puisqu'elle comporte aussi parfois une B.d., un témoignage sur une sculpture, un dessin... L'œil y trouve un plaisir assez rare, tant on sent ces pages bourrées d'amour, d'humour et de respect du lecteur. Encore faut-il que cette belle aventure puisse continuer : « Mise au point » (3 rue des Pins, 77300 Fontainebleau) a un besoin vital d'abonnements (10 numéros, 50 F) pour survivre, puisque aussi bien, aujourd'hui, les initiatives culturelles les plus intéressantes en sont toujours plus ou moins là...

MA PART DE VERITE



PAR FRANÇOIS MITTERRAND

MERCREDI 29 JUIN

A mon arrivée à Porto, jeudi dernier, les journalistes me pressèrent. Que pensais-je de la déclaration de Jean-Pierre Chevènement à Nantes : « Ni périr comme au Chili, ni trahir comme au Portugal » ? La formule avait percuté et j'appris qu'elle occupait ici depuis trois jours la première page des journaux. Les deux oppositions, conservatrice et communiste, s'en servaient à l'envi et l'interprétaient, chacune sur le registre qui lui est propre, comme une condamnation du Parti socialiste portugais par les socialistes français. Je répondis que je ne désirais pas prolonger au Portugal un débat que notre parti avait tranché en France, que la parole était libre dans nos congrès et que seuls les textes votés — qui désavouaient la thèse de Chevènement — nous engageaient. En dépit de ces assurances, il était visible que pour mes interlocuteurs je n'avais pas mis un point final à ce qu'ils appelaient « l'incident de Nantes ». Le soir même, Mario Soares, Jorge Campinos (ministre sans portefeuille) et Manuel Allegre (secrétaire d'Etat à l'Information), avec lesquels je dînais dans un petit restaurant de Leixoes — d'où l'on apercevait en contrepoint du soleil couchant l'entrelacs de grues du port artificiel —, revenaient sur la question. Comment expliquer, insistaient-ils, pareille méconnaissance de la réalité politique ? Je confirmai une fois de plus à mes amis notre confiance et notre solidarité sur l'essentiel de leur démarche et nous parlâmes d'autre chose.

Je souhaitais cependant approcher de plus près, s'il était possible, le fait portugais et j'ai, au cours d'un bref voyage dans le nord du pays, interrogé à ce sujet ceux que le hasard de mes promenades autant que les réceptions officielles m'ont permis de rencontrer. J'ai, naguère, entretenu mes lecteurs de la curiosité que j'éprouve pour les acteurs devenus spectateurs de l'Histoire, éclairés un instant par les feux de cette fameuse lanterne magique puis restitués à l'ombre et regardant la suite. Etudiant, je m'étais attaché aux pas de Billaud-Varenne, chassé du Comité de salut public, condamné à la déportation et finissant ses jours à Port-au-Prince patriarche paisible au sein de sa nouvelle famille, ou du compagnon-orfèvre Rossignol, général en chef des armées de la République pour la côte de La Rochelle, face à l'insurrection vendéenne, expédié par Bonaparte aux îles Seychelles après l'attentat de la rue Saint-Nicaise, et qui s'était retrouvé à Anjouan, fort écouté du sultan du lieu avant de mourir du poison qu'on lui administra. Jean Hugo raconte dans ses Mémoires « Avant d'oublier » que Kerensky, hôte de sa grand-mère Menard, à Fourques, en Languedoc, « allait secrètement au bout du jardin jusqu'à une tonnelle d'où l'on découvrait un désert de cailloux borné au loin par des oliviers et des pins. De là, il haranguait la solitude en russe avec de beaux effets oratoires et de grands gestes volontaires, le poing fermé. Ses paroles tombaient dans le silence quand le vent ne répondait pas par des huées ».

On pourrait ainsi dépister nombre de nos contemporains que les flux et reflux du siècle ont déposés, comme du bois mort sur un rivage abandonné. Qui se souvient de Spinola, Costa Gomes, Gonçalves, Coutinho, Pinheiro de Acevedo, tous présidents ou commandants de quelque chose et qui, fût-ce une heure, maîtrisèrent ou détournèrent l'événement ? L'autre soir, à Lisbonne, aux côtés d'Otelo de Carvalho, tout juste sorti de sa résidence surveillée, et de plusieurs ministres en exercice, trois d'entre eux assistaient, sagement assis au premier rang, au grand rassemblement du Mouvement de la paix et, la chose faite, rentrèrent chez eux, retraités heureux ou bougons de l'action. Je n'arrive pas à saisir comment on peut se plaindre d'une révolution aussi catégorique que celle qui transmue un peuple de la dictature à la démocratie et plaider qu'il ne s'est rien passé. Tout montre que la démocratie est le lieu de passage obligé du socialisme digne de ce nom, lui-même et par essence (ou il se nie en s'annulant) société des droits de l'homme.

Il eût été préférable sans doute que le socialisme hâtât l'allure. La faute à qui ? Des gauchistes lassés, qui, sans Otelo, n'entraînent pas 2 % de la population ; un parti communiste capable de mobiliser par le canal de l'Intersyndicale la masse des travailleurs, mais politiquement réduit à rechercher l'alliance des socialistes qu'il dénonçait la veille et obligé d'admettre qu'« heureusement la ligne frontière de la gauche englobe le parti de Mario Soares », voilà tout ce qu'il reste de l'aventure incohérente où l'union de la gauche portugaise s'est brisée.

Après tout, les socialistes, qui gouvernent seuls, préservent et consolident un acquis révolutionnaire auquel ils ont pris part autant que d'autres — acquis plus large, plus décisif, aussi bien sur le plan agraire que sur les plans industriel et bancaire, que ne le sera le programme commun français au terme des cinq ans qu'il suppose. Incriminera-t-on Mario Soares et son parti d'avoir imposé, après cinquante ans d'arbitraire, le retour au suffrage universel et rendu par là ses chances à la droite ? Voilà bien le risque. Mais le suffrage universel, on l'assume ou on le rejette. Le rejeter est expéditif et commode. L'assumer chante moins juste à l'oreille des gens pressés qui s'installent à perpétuité sur le pont du croiseur « Aurore ». Je ne suis pas de ceux-là. Le Parti socialiste non plus. Si j'étais portugais, je garderais et exercerais mon droit de critique à l'égard de l'actuelle expérience. Mais j'en approuverais hautement la signification. Non, le socialisme au Portugal n'a pas trahi.

La Saint-Jean à Porto, je ne connais pas fête semblable en Europe. Deux cent, trois cent mille personnes dans les rues, circulent de la ville haute à la ville basse, ou le contraire. Rien n'est vraiment organisé. Des lampions dans les squares, des vendeurs de basilic, des marchands de beignets, de la musique un peu partout. La fête est mouvement, échange. Une étrange coutume, que l'on me dit récente, veut que les promeneurs se munissent d'une tige d'aïl (un aïl géant) terminée par la fleur violette de saison qu'ils passent comme une caresse sur le crâne de leurs voisins. D'autres flattent votre nez en le frôlant de feuillages odorants. Mais l'aïl se raréfie dans la campagne, et des centaines d'éventaires proposent maintenant, par substitution, de petits marteaux de plastique dont on s'entre-frappe doucement. On rit, on s'embrasse, agglutinés et tournoyants.

Cela durera toute la nuit. Mario Soares est entré avec moi dans la foule, soumis aux rites populaires, accepté, intégré. Au sens strict du mot, il faisait corps avec les siens. Quel chef d'Etat, quel Premier ministre dans le monde eût pu, sans risque d'une insulte, d'un reproche, agir ainsi ?

Diffusion N.m.p.p. Commission paritaire n° 52 325